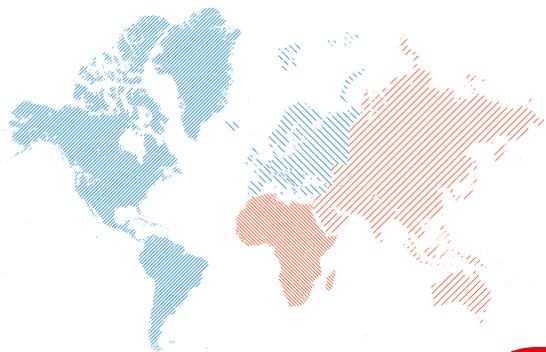


La Suisse en action

La coopération internationale de la DDC 2006–2010



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

Editorial

du directeur de la DDC,
Martin Dahinden

— page 3

La Suisse en action : la coopération internationale de la DDC 2006–2010

A

Santé

Le droit à la santé est un droit humain fondamental, qui n'est toutefois pas garanti pour plus d'un milliard de personnes. La Suisse construit avec ses pays partenaires des systèmes de santé, soutient la lutte contre les maladies transmissibles et favorise l'accès à l'eau potable :

— page 4



B

Emploi et revenu

Le chômage et la vulnérabilité sociale sont étroitement liés à la pauvreté. La DDC soutient des groupes de population défavorisés dans la recherche d'un travail, promeut des services financiers efficaces, et donne de nouvelles perspectives aux jeunes et aux personnes marginalisées :

— page 10



C

Education de base et formation continue

L'éducation est un facteur important du développement. Or, des millions d'enfants ne peuvent pas aller à l'école et 774 millions d'adultes ne savent ni lire ni écrire. La Suisse se mobilise pour remédier à cette situation en promouvant l'éducation de base et la formation professionnelle :

— page 16



D

Agriculture

La plupart des personnes sous-alimentées sont des agriculteurs. C'est pour cette raison que le développement des zones rurales importe tant dans la lutte contre la pauvreté. La Suisse s'engage non seulement pour améliorer la sécurité alimentaire, mais elle ouvre aussi de nouveaux débouchés pour les petits paysans :

— page 22



E

Etat de droit et démocratie

La pauvreté est souvent liée à une absence d'Etat de droit. En tant que démocratie crédible, la Suisse joue un rôle important dans la promotion des standards démocratiques. La DDC oeuvre pour que les personnes puissent avoir confiance en leur système juridique et participer à la mise en place de conditions de vie dignes :

— page 28



F

Eau

L'eau est source de toute vie. La Suisse participe à la construction de systèmes d'approvisionnement en eau, soutient les institutions qui en assument la responsabilité et aide à installer des équipements sanitaires. Dans la période sous revue, ce sont plus de 370 000 personnes qui ont ainsi obtenu un accès à l'eau potable :

— page 34



G

Aide humanitaire

Dans le monde entier, les catastrophes naturelles se multiplient et exigent des mesures de prévention efficaces. Les conflits violents entraînent aussi détresse et souffrances. Avec ses propres moyens, ou avec le concours d'organisations partenaires, la Suisse introduit des standards en matière de protection civile et de réduction des risques, et s'engage en faveur des victimes :

— page 40



H

Partenariats avec les ONG

Une coopération efficace avec des partenaires nombreux et variés constitue un facteur décisif du succès de la DDC. Les organisations non-gouvernementales ont pris beaucoup d'importance. Par le biais de ses partenaires suisses, les effets du travail de la DDC sont amplifiés, en Suisse comme à l'étranger :

— page 46



Au cours des vingt dernières années, les conditions de vie de beaucoup de gens se sont nettement améliorées dans un bon nombre de domaines essentiels. C'est ce qu'affirme le rapport 2010 du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). La Suisse a apporté d'importantes contributions à cette évolution.

La DDC a atteint plusieurs de ses objectifs, mais le travail qu'effectue la coopération suisse au développement reste d'actualité et les qualités qui la caractérisent doivent être maintenues : la persévérance, l'esprit d'innovation et l'engagement à long terme permettant aux personnes défavorisées de vivre une existence plus digne.

Je cultivais du maïs, des haricots et d'autres plantes par irrigation, dans l'espoir d'en récolter suffisamment pour nourrir ma famille et pouvoir en vendre une partie. J'ai fait beaucoup de sacrifices et limité mes dépenses, pour acheter de l'essence. Mais mes récoltes ont été volées dans le champ même. Ce genre de vol était impensable avant 2007. C'est le manque de nourriture qui en est la cause, car ceux qui volent le font pour nourrir leurs familles, pas pour en tirer profit.

Paysan kényan

Je voudrais mener une vie meilleure. Pourquoi ? Pour pouvoir aider plus tard ma famille, surtout mes frères et sœurs plus jeunes, comme doit le faire une grande soeur. Je voudrais continuer par une formation professionnelle de couturière ou d'électricienne. Parce que si j'avais une formation professionnelle, je pourrais être patronne plutôt qu'employée. Maintenant, au lieu de pouvoir m'occuper de mes grands-parents, c'est moi qui dépends d'eux.

Une Tanzanienne, 20 ans

Nous n'exploitons pas nos forêts comme il faut. Nous coupons les arbres et brûlons du bois tous les jours, nous pillons la nature... les changements climatiques qui surviennent sont de notre faute... les saisons ne se succèdent plus normalement, alors les récoltes sont mauvaises.

Eliany, 15 ans, Pérou

Le matin, je me lève vers 4 heures. Je cours au jardin cueillir des légumes frais (salades, tomates et oignons). Je les mets dans un sac et les emmène en vélo au marché de Mpika. Les acheteurs arrivent vers 6 heures, donc je dois être là à temps pour vendre mes produits.

Peu de personnes vendent des légumes, donc je fixe un prix élevé et les clients marchandent, naturellement, mais je ne baisse les prix que si je suis pressée. Je vends aussi quelques légumes au sein de la communauté. J'ai même construit un petit hangar pour les protéger de la chaleur. Les gens consomment beaucoup de légumes en feuilles, du coup j'en produirai d'avantage l'année prochaine.

Femme zambienne

J'espère qu'il va pleuvoir. Oui, si la pluie vient, je vais semer, et toutes ces mauvaises pensées dans ma tête vont disparaître. Je pourrai semer, puis récolter et m'acheter quelques poules. Et si la récolte est bonne, je pourrai même peut-être acheter des moutons ou des chèvres. Et je pourrai élever les enfants qui vivent avec moi.

Ranotenie, 46 ans, 12 enfants, Madagascar

L'argent parle plus fort que les discours. À l'hôpital de la région, si tu n'as pas d'argent, tu n'es rien.

Vieux monsieur, Tanzanie

Sources

Accounts of Crisis
Institute of Development
Studies, 2009

The Social Impacts of Crisis
IDS, SMERU, BDI, DFID, Crisis
Watch, 2010

Views of the Poor
DEZA, 2002

Voices of the Vulnerable
Global Pulse, 2010

Rural Poverty Report 2011
IFAD, 2011



Actuellement nous achetons de la farine de moindre qualité et moins de viande... Pour notre famille de six personnes, nous prenons 1,2 kg de viande par mois et en ajoutons un peu aux plats, juste pour faire semblant... Tout le revenu de la famille va à la nourriture, il est rare que nous achetions des habits aux enfants... Si l'électricité augmente, franchement, je ne sais pas ce que je vais faire... J'ai déjà un tas de dettes !

Femme du Kirghizistan

Le pire, pour moi, c'est quand il pleut la nuit. Le toit fuit tellement que je ne peux pas me coucher par terre. Nous sommes obligés de rester debout toute la nuit.

Jeune garçon, 10 ans, Tanzanie

J'adore l'école, mais je n'y ai jamais été. Quand on reste à la maison, on devient ignorant. Si j'allais à l'école, je saurais cultiver les petits pois, les haricots, le maïs.

Jeune Tanzanien de 10 ans

C'est l'éducation qui fait des enfants des personnes de valeur. Si nous arrivons à économiser un peu, nous allons sûrement envoyer nos enfants à l'école. Dans notre village, il y a à peu près 600 enfants qui vont à l'école. Nous n'avons qu'une école publique, avec deux enseignants, comment peuvent-ils éduquer nos enfants ?

Shazia, 35 ans, Pakistan

L'une des conséquences de la sécheresse et de la pauvreté est l'effondrement des réseaux de solidarité traditionnels. Il est essentiel de les ranimer, sinon... les forts dévoreront les faibles, comme dans le monde aquatique. Mais nous sommes êtres humains et ceux qui possèdent quelque chose devraient venir au secours de ceux qui n'ont rien... On peut aider de manière très simple : je peux prêter mes bœufs à mon voisin plutôt que de le regarder cultiver son champ à mains nues. Certaines familles n'ont pas de garçons, que des filles. Si vous avez beaucoup de garçons à la maison, pourquoi ne pas en laisser un donner un coup de main là où on en a besoin ?

Abdoulaye, 59 ans, Sénégal

Nous serons toujours des paysans. Mais l'agriculture est une activité de plus en plus risquée avec le changement climatique. Avant, les récoltes étaient bonnes... on vivait de nos champs, mais l'année dernière, tout ce que nous avons planté est mort à cause du manque de pluie. Cette année aussi, nos champs ne valent rien : il n'y a pas eu de pluie.

Suzanne, 23 ans, Madagascar

- 
-  Pays et régions prioritaires
 -  Programmes spéciaux
 -  Pays d'intervention de l'Aide Humanitaire

Chère lectrice, cher lecteur,

En vue des débats parlementaires imminents sur le Message relatif à la coopération au développement 2013–2016, nous vous soumettons un rapport qui présente les résultats d'un choix de programmes menés par la DDC entre 2006 et 2010. Nous nous sommes concentrés sur huit champs d'action qui illustrent de façon exemplaire comment la Suisse a contribué à réduire la pauvreté dans le monde.

La question de l'efficacité de la coopération au développement est très importante pour nous. S'il est relativement simple de prouver qu'en matière de santé, d'éducation ou d'autres domaines, de grands progrès ont été réalisés un peu partout dans le monde, il est plus difficile de déterminer dans quelle mesure la coopération au développement a participé à cette heureuse évolution. Le développement est un processus complexe, qui a plusieurs facettes et dépend de nombreux facteurs.

La coopération multilatérale ne constitue pas un chapitre à part. Les informations qui s'y rapportent sont intégrées dans les huit parties thématiques du rapport. Ceci pour étayer notre conviction, que les activités bilatérales et multilatérales sont parfaitement complémentaires.

C'est en nous demandant ce que nos efforts ont vraiment changé et en mettant l'accent sur les résultats effectifs plutôt que sur nos intentions et nos investissements, que nous parviendrons à tirer des leçons de nos expériences et à nous améliorer. Nous soumettons donc ce rapport non seulement au Parlement, mais aussi à nous-mêmes, car ce n'est qu'en sachant ce qui fonctionne ou ne fonctionne pas que nous pourrons continuer à améliorer la qualité de notre travail. Dans un monde en mutation permanente et sujet à des bouleversements sociaux complexes, cette confrontation avec notre propre travail est plus importante que jamais. Comme vous le verrez, les résultats que nous avons obtenus ont réellement fait une différence, ce qui nous remplit d'une grande satisfaction.

Je vous souhaite une lecture captivante !

Martin Dahinden
Directeur de la DDC

A

Santé



Plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à des soins de santé, l'un des des droits humains fondamentaux, alors même que les investissements dans la santé ont plus que doublé ces dernières années à l'échelle mondiale.

La Suisse soutient les Objectifs du Millénaire pour le développement en appuyant les efforts déployés par les pays partenaires et la mise en place de systèmes de santé viables. Elle s'engage particulièrement en faveur des mères et des enfants, et participe à la lutte contre des maladies comme le paludisme et le sida. Elle œuvre aussi à l'amélioration de l'accès à l'eau potable et des conditions d'hygiène. S'appuyant sur le Message Sud, et les Messages sur la coopération avec l'Europe de l'Est et sur l'Aide Humanitaire, la DDC concentre son action sur les groupes de population à faible revenu et particulièrement vulnérables et sur les systèmes de santé dans les pays en transition. L'aide à la santé fournie par la DDC entre 2006 et 2010 a atteint 100 à 110 millions CHF par an.

La santé est un indicateur sensible de l'état d'une société : les crises économiques et écologiques, les conflits armés mais aussi les disparités croissantes entre riches et pauvres se reflètent dans l'état de santé de la population et du système de prise en charge.

Même sans crises supplémentaires, les systèmes de santé déficients ou lacunaires sont la règle dans nombre de pays en développement et en transition. Ces dernières années, la DDC a augmenté sa contribution financière aux programmes de santé, soutenant aussi des initiatives internationales. Dans le cadre de ses programmes dans les pays du Sud et de l'Est, la DDC se mobilise pour des systèmes de prise en charge qui profitent en première ligne aux groupes de population pauvres et qui réduisent les grandes inégalités dans l'accès aux prestations de santé.

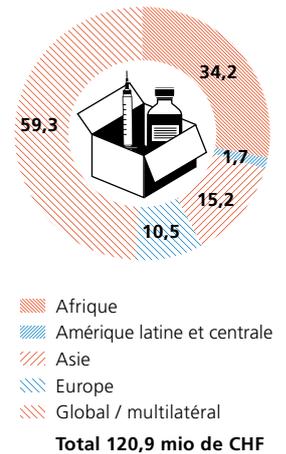
En complément, la Suisse soutient des programmes multilatéraux de l'ONU, mais aussi des mécanismes de financement plus récents comme le *Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme*, ce qui lui permet d'accroître son impact.

Afin d'obtenir une efficacité élevée des moyens engagés, la DDC se concentre sur trois priorités :

- améliorer le système de santé à l'échelle nationale et locale par des réformes structurelles ;
- améliorer la santé des mères et des enfants ;
- lutter contre les principales maladies infectieuses.

Malgré des défis sans cesse renouvelés, des progrès ont été accomplis dans les pays où la Suisse est active dans le domaine de la santé. Ceci grâce à son savoir technique éprouvé, aux nombreux partenariats de la DDC, à une utilisation efficiente des moyens et à sa longue expérience en la matière. Ainsi, en Tanzanie et au Mozambique, pays prioritaires de la DDC, la mortalité infantile a reculé d'un tiers ces dix dernières années, et de 40% en Moldavie. En Afrique subsaharienne, le nombre d'enfants infectés par le VIH a diminué d'un tiers entre 2004 et 2009, et dans onze Etats africains, les nouveaux cas de paludisme ont baissé de plus de 50%.

Dépenses par région 2009 en mio de CHF



Renforcement des systèmes de santé

Un bon système de santé accessible à tous joue un rôle clé dans la lutte contre la pauvreté et dans le processus de transition. Du fait d'une alimentation déficiente ou d'un manque d'infrastructures sanitaires, les pauvres sont particulièrement exposés aux maladies, alors même qu'ils n'ont souvent pas ou peu accès aux soins de santé. En outre, les administrations locales n'ont guère les moyens d'améliorer l'accessibilité et la qualité des soins, l'approvisionnement en eau potable et les conditions d'hygiène ; Sans compter la corruption et le manque d'organisation, autres facteurs aggravants. Les réformes structurelles sont dès lors aussi essentielles que les mesures préventives.

La Suisse contribue depuis des années à de nombreux projets pour améliorer les soins de santé primaire dans les villages et les communes. Des approches pratiques comme la création de centres de santé décentralisés ou la réalisation de campagnes de vaccination et d'information bénéficient directement à la population et produisent des résultats tangibles (p. ex. réduction de la mortalité infantile dans le monde).

L'impact de tels succès locaux doit être aussi large que possible. La DDC œuvre dans le cadre du dialogue politique au plan national et international pour que des approches testées avec succès soient adoptées par les systèmes de santé nationaux. Ces derniers ont gagné de l'importance ces dernières années : les pays donateurs favorisent le renforcement de capacités gouvernementales aussi à travers une aide budgétaire sectorielle dans la santé.

L'aide budgétaire – un instrument efficace si utilisé de manière ciblée

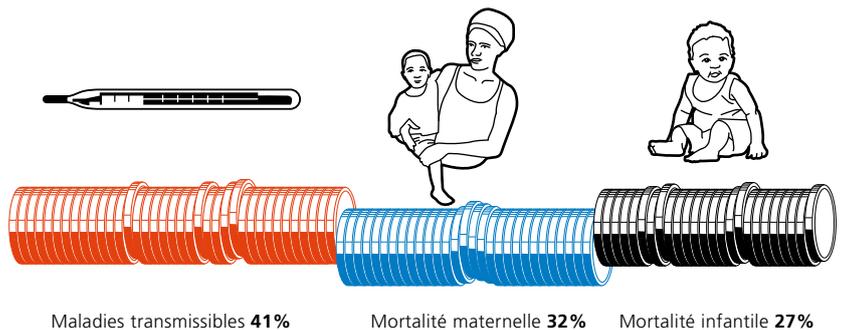
Au Mozambique, les donateurs internationaux financent une partie du budget national de la santé au lieu d'élaborer leurs propres projets. Dans les années 1990, la Suisse a été pionnière dans l'instauration de cette aide budgétaire. Aujourd'hui, 14 bailleurs de fonds internationaux alimentent le budget de la santé à hauteur d'environ 90 millions USD par an – la part de la DDC s'élevant depuis plusieurs années à 4 millions CHF en moyenne. Malgré sa contribution somme toute modeste, la DDC a eu un impact significatif grâce à son engagement décisif dans des groupes de travail thématiques et au soutien accordé au gouvernement mozambicain dans la définition d'objectifs et de stratégies dans le domaine de la santé. La Suisse a particulièrement œuvré à la mise sur pied d'un système de santé primaire solide. Pour que son efficacité soit visible, l'aide budgétaire implique une transparence et une discipline de gestion acceptables de la part de l'Etat récipiendaire.

Ainsi qu'en attestent les indicateurs de la santé au Mozambique, l'aide budgétaire coordonnée a permis de consolider durablement le système de santé. Grâce

Santé, dépenses par domaine 2009, en mio de CHF



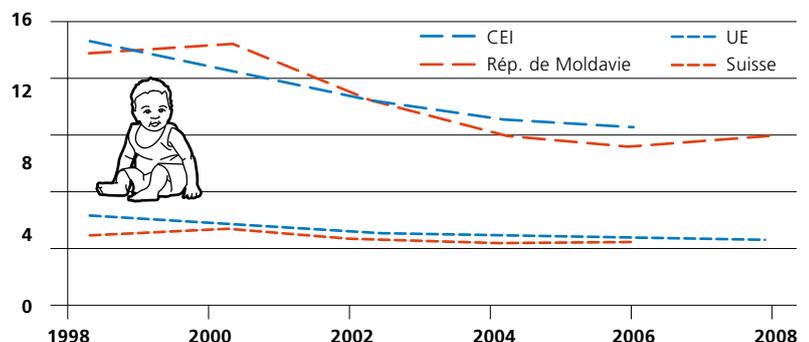
Dépenses en santé par objectif du Millénaire pour le Développement 2006–2009



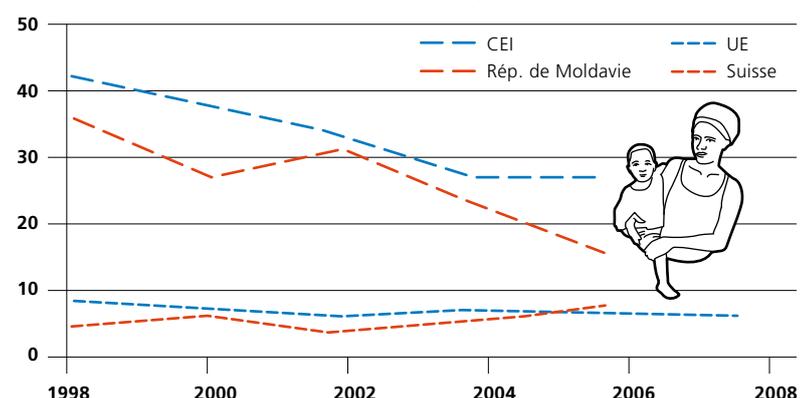
Mortalité infantile et maternelle en Moldavie par rapport à d'autres pays

La DDC fournit des appareils modernes aux services de néonatalogie régionaux. Par sa contribution, plus d'enfants atteignent leur premier anniversaire et moins de mères meurent pendant l'accouchement.

Evolution de la mortalité infantile. Nombre de décès pour 1000 naissances vivantes



Evolution de la mortalité maternelle. Nombre de décès pour 100 000 naissances



Source: Base de données européenne de la Santé pour tous, OMS, janvier 2010

à l'amélioration des soins de santé primaire en zone rurale, la mortalité des enfants en bas âge a baissé de 30% entre 1997 et 2008, tandis que la mortalité maternelle est passée de 15 décès pour 1000 naissances à moins de 5. En 2009, 94% des enfants en bas âge étaient vaccinés contre des maladies comme la poliomyélite, la diphtérie et l'hépatite, alors que la moitié des séropositifs ayant besoin d'un traitement médicamenteux ont eu accès à une thérapie adéquate – un chiffre doublé par rapport à 2007.

Exemple

Les centres de santé mobilisent les communautés villageoises

La Suisse a aidé à aménager 7 hôpitaux et 76 centres de santé au Rwanda et au Burundi, en étroite coopération avec la population. Motivés par la mobilisation des villageois, les conseillers/-ères de santé, le personnel médical, les accoucheuses traditionnelles, mais aussi des jeunes, participent au projet. Plus d'un million d'habitants de la région des Grands Lacs profitent de l'amélioration des services médicaux et de l'éducation à la santé, ce qui se traduit par un meilleur état de santé des populations.

La santé des mères et des nouveau-nés

Selon l'endroit où une femme enceinte vit, une grossesse peut être plus ou moins risquée. Le taux de mortalité maternelle et infantile dépend fortement de l'accès à temps à des soins médicaux et de leur disponibilité.

L'absence ou l'insuffisance qualitative des soins de santé demeure une cause principale de décès durant la grossesse ou suite à des complications liées à l'accouchement. Pour diminuer la mortalité infantile et améliorer la santé des mères, la Suisse se mobilise pour des soins de base optimaux lors du suivi prénatal.

En Afrique subsaharienne et dans les pays en transition d'Europe de l'Est, la DDC s'est engagée en faveur de l'amélioration des infrastructures et des équipements dans les centres de santé, ainsi que de la formation du corps médical, du personnel infirmier et des sages-femmes. Grâce au renforcement des soins médicaux de base, la DDC, conjointement avec ses partenaires, a contribué à faire passer de 53% à 63% le nombre de naissances suivies par des professionnels dans les pays d'Afrique subsaharienne entre 1990 et 2008, avec en parallèle, une diminution de la mortalité maternelle. L'on observe également un recul de la mortalité maternelle et infantile dans les pays partenaires d'Europe de l'Est.

Progrès en Moldavie

En Moldavie, le pays le plus pauvre d'Europe, le taux de mortalité maternelle et infantile est plus élevé que la moyenne européenne. Grâce à un appui international, le

gouvernement moldave a entrepris, dès le milieu des années 1990, des réformes profondes dans le domaine de la santé, ce qui a conduit à des progrès sensibles : entre 2000 et 2009, la mortalité maternelle a baissé de 40%, tandis que celle des nouveau-nés a reculé de plus de 27%. En 2000, l'on comptait encore 18 décès pour 1000 naissances vivantes, contre 12 en 2008. Un chiffre qui reste toutefois trois fois supérieur à la moyenne suisse. La DDC soutient les réformes en cours et fournit des appareils modernes aux services de néonatalogie équipés de manière rudimentaires. Des progrès ont aussi été réalisés en ce qui concerne les normes contraignantes pour la qualité des soins et la collaboration entre les disciplines médicales. A ce jour, 3300 personnes du milieu médical ont bénéficié d'une formation. 88% des médecins généralistes et 32% du personnel soignant ont été formés aux risques liés à la grossesse dans le cadre de séminaires pratiques. Grâce aux équipements techniques et au meilleur savoir-faire des professionnels de la santé, les patientes à risque peuvent maintenant être aiguillées à temps vers des centres spécialisés.

Dans le cadre de ces activités, l'*Institut Tropical et de Santé Publique Suisse* (l'un des nombreux partenaires de la DDC dans le domaine de la santé) a créé une plateforme Internet utilisée aujourd'hui par plus de 70 médecins pour consulter des collègues en cas de complications.

Exemple

Une meilleure santé publique grâce au projet « Médecine de famille en Bosnie-Herzégovine »

En Bosnie-Herzégovine aujourd'hui, environ un million de personnes a accès à un système de santé de qualité décentralisé. Le projet de la DDC « Médecine de famille en Bosnie et Herzégovine » a fait beaucoup dans les domaines de l'information, de l'accès aux soins décentralisés, de la formation et du renouvellement des infrastructures sanitaires de base. Dans le cadre de la prise en charge médicale, environ 13 500 visites à domicile chez des personnes défavorisées sont effectuées par mois. Les qualifications du personnel de santé se sont nettement améliorées. Dans 15 municipalités, l'éducation à la santé a été intégrée dans les programmes des jardins d'enfants et de l'école obligatoire grâce au projet. Depuis 2001, dans le cadre du projet, environ 800 médecins et personnel sanitaire ont été formés en médecine de famille et environ 150 centres sanitaires communaux ont été rénovés ou construits, et équipés.

L'objectif du projet est d'améliorer la qualité et l'accès aux soins de santé et aux services de prévention, surtout pour les groupes de population défavorisés. Entre 2001 et 2010, la DDC a investi dans ce projet 11,3 millions CHF. Ce succès a pu être atteint seulement grâce à une étroite collaboration avec le Ministère de la Santé de Bosnie-Herzégovine, les autorités locales et plusieurs organisations de la société civile, ainsi qu'un solide partenariat avec l'Hôpital universitaire de Genève.



Dans la région des Grands Lacs, la Suisse a participé à la construction d'hôpitaux et centres de santé.



En Moldavie, la mortalité maternelle et le taux de décès des nouveau-nés ont fortement diminué.

Lutte contre les maladies infectieuses majeures

L'exemple du paludisme

Chaque année, plus de 300 millions de personnes contractent le paludisme, avec une issue fatale pour plus d'un million d'entre elles. Les enfants de moins de cinq ans sont particulièrement exposés. En Tanzanie, la DDC soutient depuis les années 1990 des projets novateurs dans la lutte contre cette maladie tropicale dangereuse. La distribution systématique de moustiquaires imprégnées s'est révélée être une mesure particulièrement efficace : partout où elles ont été distribuées, l'on a observé une baisse des cas de paludisme et un recul de la mortalité infantile.

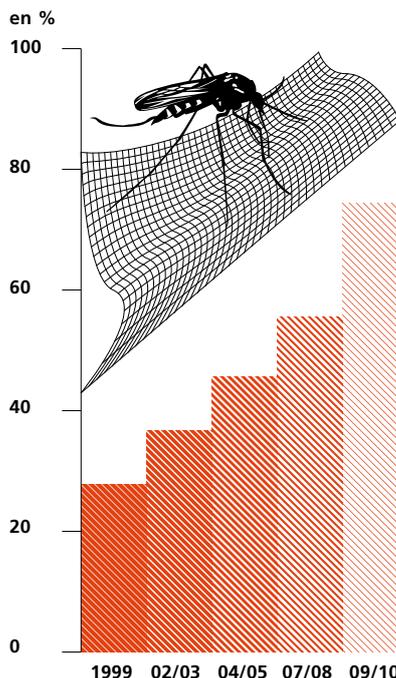
Ces résultats prometteurs ont suscité un intérêt pour l'utilisation de moustiquaires imprégnées bien au-delà de la Tanzanie et du projet concerné, si bien qu'aujourd'hui, des organisations internationales et d'autres pays partenaires œuvrent à la diffusion de cette méthode de prévention.

Ces cinq dernières années, la DDC a investi 11 millions CHF par an dans la lutte contre le paludisme, contribuant entre autres à la distribution de 88 millions de moustiquaires traitées en Afrique subsaharienne en 2008. Suite à cette campagne, en Tanzanie, un tiers des ménages disposaient d'une moustiquaire traitée au moins, alors qu'ils n'étaient que 20% en 2006.

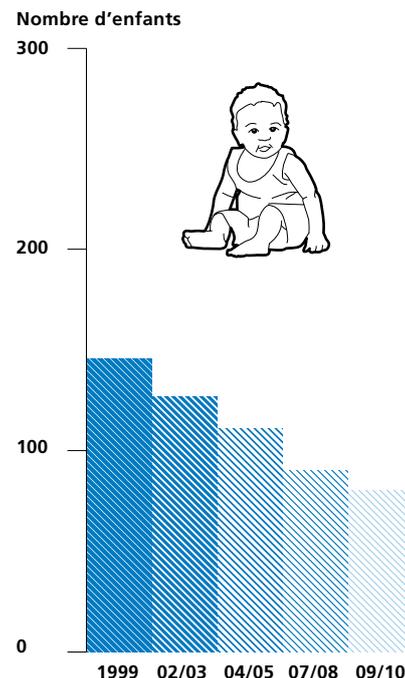
Au-delà de la santé, ces filets protecteurs ont aussi des incidences positives sur l'économie tanzanienne : aujourd'hui, deux grandes entreprises produisent 30 millions de moustiquaires par an dans le pays, ce qui équivaut à une valeur marchande de 150 millions USD et occupe 6200 personnes. La Tanzanie est devenue le principal pays exportateur de moustiquaires et livre dans toute l'Afrique, alors qu'elle était encore contrainte d'en importer voici quelques années.

Des moustiquaires pour réduire la mortalité infantile en Tanzanie

Pourcentage des foyers tanzaniens équipés de moustiquaires



Mortalité infantile des moins de 5 ans pour 1000 naissances vivantes



Etapas dans la lutte contre la malaria



En Tanzanie, deux entreprises produisent annuellement 30 millions de moustiquaires pour le marché africain.

Utilisation des moustiquaires imprégnées en Afrique sub-saharienne

2004: 14,7 mio personnes
2008: 45,3 mio personnes

Accès au traitement contre la malaria en Afrique sub-saharienne

2004: 1,2 mio personnes
2008: 62,6 mio personnes

Le vélo-ambulance



Au Mozambique, 30 vélos-ambulances assurent le transport de patients des villages reculés vers les centres de santé. La demande est telle que le gouvernement veut étendre le projet à toutes les provinces du pays.

VIH/sida – l'engagement de la DDC

En 2009, 50% des nouvelles infections au VIH dans le monde concernaient le groupe des moins de 25 ans. Cela représente 3700 jeunes infectés par jour (UNAIDS 2010). La DDC s'engage dans la lutte contre le VIH/sida depuis 1997. De 2005 à 2009, elle a consacré 30% de son budget santé, soit 40 millions CHF par an, à des programmes de lutte contre le VIH/sida et la malaria. Elle travaille notamment dans treize pays d'Afrique australe, où elle se concentre sur la réduction des conséquences psychosociales concrètes du VIH/sida sur les enfants et les adolescents. En plus d'activités pratiques qu'elle organise pour améliorer les conditions d'existence des individus concernés, telles que l'initiation des orphelins du sida à l'agriculture (*mobile farms*), la DDC accorde une attention particulière à la prévention. Les jeunes sont informés sur le maniement correct des préservatifs, les conséquences et les risques des mariages précoces, les grossesses d'adolescentes, les stupéfiants et les pratiques traditionnelles à risque. Jusqu'ici, plus de 3 millions d'enfants ont pu profiter de ces programmes. Depuis 2009, l'Afrique australe connaît un programme supplémentaire de prévention pour les enfants et adolescents, le *HIV Prevention Program*, mis en œuvre avec des organisations partenaires locales et régionales. En Zambie et au Swaziland, 29 000 jeunes ont pu en bénéficier. Des cours et des informations sur le thème « Santé et sexualité » sont proposés dans les écoles et les établissements sanitaires. Le ministère zambien de la santé a repris l'approche de la DDC et l'a appliquée dans de nombreuses régions du pays. En outre, avec le concours des autorités, une émission radiophonique sur le thème « VIH et santé sexuelle » a été conçue et réalisée. Des enquêtes récentes montrent que l'on atteint ainsi régulièrement 700 000 auditeurs et auditrices. Partout où cela est possible, le programme implique les chefs de village traditionnels et collabore avec succès avec des *peer educators*, des médiateurs et médiatrices d'information du même âge que leur public cible.

En 2008, 40% des nouvelles infections d'adultes au VIH dans le monde concernaient des jeunes entre 15 et 24 ans.
Source : Rapport OMD 2010

En 2009 au Mozambique, 50% des personnes vivant avec le VIH et nécessitant d'un traitement y avaient accès. Le double qu'en 2007.

Le droit à la santé est un droit humain pour lequel la DDC s'engage activement. La DDC atténue les conséquences des maladies, purifie l'eau et se consacre en particulier aux mères et à leurs enfants. Bien qu'il y ait 1 milliard de personnes en plus au monde aujourd'hui par rapport à 1998, il meurt chaque année 4 millions d'enfants de moins. 42% des personnes séropositives reçoivent le traitement nécessaire. Se battre pour la santé est vital – aujourd'hui et demain.

B

Emploi et revenu



Le chômage et le sous-emploi sont deux causes majeures de la pauvreté. Dans ses pays partenaires, la DDC aide les populations pauvres à s'assurer un revenu, de même qu'elle s'engage en faveur de la formation professionnelle et de l'amélioration des services financiers.

S'appuyant sur les Messages Sud et de la coopération avec l'Europe de l'Est, la DDC cible son action sur les régions rurales et les petites entreprises pauvres, qui peuvent en tirer un plus grand profit en termes de développement. En Europe de l'Est, les programmes sont axés sur le processus de transition, avec un accent sur la nouvelle pauvreté, l'exclusion sociale et les réformes structurelles. La DDC a consacré 297,2 millions CHF entre 2006 et 2010 au domaine « Emploi et revenu », avec des effets divers et variés. Selon des estimations, 900 000 paysans et micro- et petits entrepreneurs ont bénéficié d'un soutien direct, 200 000 personnes ont reçu une formation professionnelle et 800 000 emplois ont été créés.

La pauvreté peut être réduite durablement si les personnes défavorisées peuvent participer plus activement à la vie économique, et ainsi améliorer leurs chances de gagner un revenu suffisant pour vivre. La DDC y œuvre dans trois secteurs clés :

- la promotion du secteur privé pour créer des sources d'emploi et de revenu ;
- l'amélioration de l'accès aux services financiers pour les groupes de population défavorisés ;
- l'accès à une formation de base et continue adaptée au marché du travail.

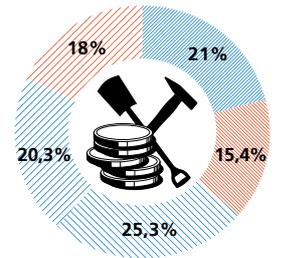
Etroitement liés, ces trois secteurs se renforcent réciproquement : en jouissant d'un meilleur accès aux services financiers et à la formation, les pauvres accroissent leurs chances de participer au secteur privé informel et formel. Une économie privée qui fonctionne est, pour sa part, une condition sine qua non à l'existence de marchés et d'opportunités aussi pour les producteurs pauvres. Un constat valable pour les pays du Sud tout comme pour ceux de l'Europe de l'Est.

L'importance de mesures d'encouragement est manifeste au regard des chiffres suivants : 2,6 milliards de personnes vivent avec moins de 2 USD par jour et près d'un milliard est en sous-emploi. Trois milliards de personnes n'ont accès à aucun moyen de télécommunication et sont coupés du monde globalisé tel que nous le connaissons. Sans oublier les séquelles laissées par la crise financière et économique, qui accentuent encore les tendances à la pauvreté et à l'exclusion sociale.

La nécessité d'un plus grand nombre de possibilités d'emploi informelles et formelles demeure une réalité inchangée dans les pays en développement. La DDC suit une approche transversale et plurisectorielle ; par exemple, l'agriculture et le développement rural jouent un rôle clé dans la lutte contre la pauvreté, puisque la pauvreté affecte en général plus fortement les régions rurales, où elle touche jusqu'à 70% de la population.

La DDC est bien parée pour ces tâches, grâce à son expérience thématique, à ses connaissances des pays et à la coopération avec des partenaires locaux, plus particulièrement avec des acteurs privés mais aussi des ONG et des instances gouvernementales. Une partie des projets sont réalisés par des œuvres d'entraide suisses.

Dépenses par région 2006–2010, en %



- Amérique latine
 - Afrique
 - Europe / Méditerranée / Asie centrale
 - Global / indéterminé
 - Asie du Sud et de l'Est
- Total 297,2 mio de CHF**

La téléphonie mobile continue à s'étendre dans les pays en développement et est de plus en plus utilisée pour des applications autres que vocales, comme la banque mobile ou la gestion des catastrophes. Fin 2009, plus de 60 personnes sur 100 avaient un abonnement.

Source : Rapport OMD 2010

Susciter la motivation pour développer le secteur privé

Dans ses pays partenaires, la DDC aide les couches de population pauvres à s'assurer un revenu dans le secteur privé. Ce sont avant tout les micro- et petites entreprises qui créent des emplois et des possibilités de revenus susceptibles de réduire la pauvreté. Les emplois informels comme la vente de pain fait maison n'en sont toutefois pas moins importants, en Afrique notamment, où 70% à 80% de la main-d'œuvre non agricole travaille dans le secteur informel.

L'agriculture joue un rôle central dans la lutte contre la pauvreté rurale. Ainsi, le soutien aux petits paysans génère non seulement des revenus mais contribue aussi largement à la sécurité alimentaire.

Le succès grâce au développement des filières

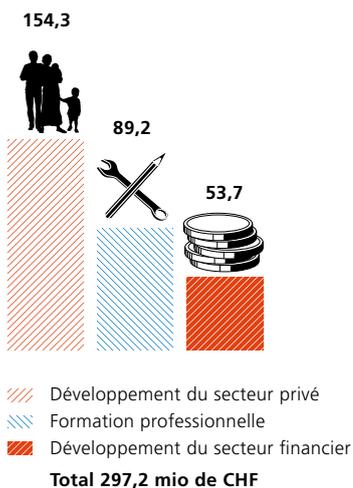
Pour encourager le secteur privé, la DDC mise de plus en plus sur les incitations d'ordre systémique, qui combinent diverses mesures et composantes politiques dans le cadre d'une stratégie cohérente axée sur les besoins. La promotion des filières s'est révélée efficace, comme l'illustre l'exemple de la production de pommes de terre : les producteurs ou groupes de producteurs pauvres bénéficient d'un soutien à la production (p. ex. à l'aide de meilleures semences), la transformation locale est encouragée (p. ex. la fabrication de chips) et la commercialisation est dynamisée (p. ex. par le fait que les enseignes de supermarchés peuvent proposer des variétés de pommes de terre sélectionnées à une large clientèle citadine).

Un autre exemple est le programme d'encouragement *Katalyst* cofondé par la DDC au Bangladesh, qui cherche et développe des débouchés de marché spécifiquement pour les personnes démunies. Ce programme se concentre sur les huit domaines prometteurs que sont le maïs, les légumes, les pommes de terre, le poisson, les crevettes, les meubles, le jute et le tourisme.

Depuis sa fondation en 2002 jusqu'à fin 2009, *Katalyst* a bénéficié à 453 000 PME (petites et moyennes entreprises) et exploitations agricoles dans quelque 15 filières différentes. Près de 183 000 emplois ont été créés et 729 millions USD de revenus supplémentaires ont été générés dans tout le pays.

Développé par la DDC sous forme de projet pilote, *Katalyst* reçoit aujourd'hui le soutien du Royaume-Uni, du Canada et des Pays-Bas. Entre 2006 et 2010, la Suisse a financé ce projet, réalisé par l'ONG suisse *Swisscontact*, à hauteur de 6,7 millions CHF, soit 10% des coûts totaux. La DDC participe à des projets similaires en Afrique orientale, en Amérique latine, dans le Caucase du Sud et dans les Balkans occidentaux. Tous se concentrent principalement sur la création de marchés agricoles ruraux.

Dépenses par domaine 2006–2010, en mio de CHF



Emploi et revenu, domaines d'activité

Développement du secteur privé

Création d'emplois et de revenus par la promotion des micro- et petites entreprises et du secteur agricole via le renforcement des filières.

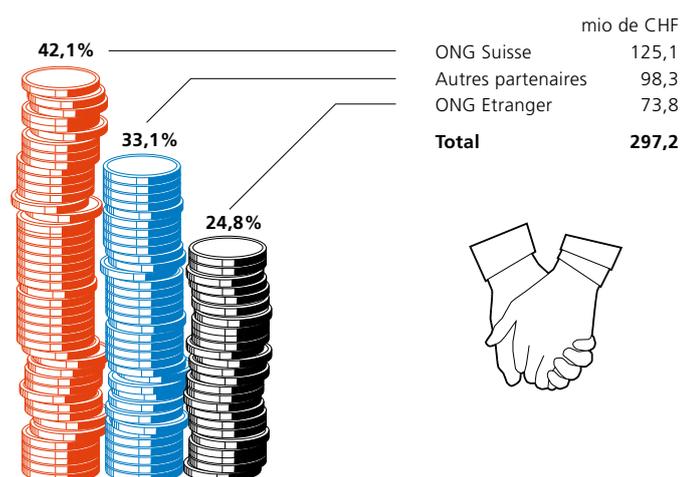
Formation professionnelle

Meilleures opportunités d'emploi pour les pauvres dans le secteur privé informel et formel grâce à une formation professionnelle axée sur les besoins du marché du travail.

Développement du secteur financier

Accès à des services financiers pour des ménages pauvres, des paysans ainsi que des petites et moyennes entreprises par le développement d'un secteur financier axé sur la demande.

Emploi et revenu, principaux partenaires 2006–2010, en %



Formation professionnelle, dépenses par région 2006–2010, en %



Fonds destiné aux PME en Europe du Sud-Est et de l'Est et dans le Caucase

Le *Fonds européen pour l'Europe du Sud-Est* (FEESE) est aujourd'hui le plus grand fonds d'encouragement au monde et le principal acteur financier en Europe du Sud-Est, déployant aussi ses activités en Ukraine, en Biélorussie et dans le Caucase. Ces régions étant jugées très risquées par les investisseurs privés, le FEESE comble une lacune importante en permettant aux petites entreprises en quête de services financiers d'avoir accès aux institutions correspondantes.

Un réseau de 62 instituts financiers leur octroie des crédits s'élevant à plusieurs milliers de CHF pour le démarrage et le développement de leur activité commerciale. Grâce à un partenariat innovant entre les secteurs public et privé, le FEESE a pu mobiliser 760 millions EUR à ce jour, dont la moitié auprès d'investisseurs privés. Depuis la création du fonds en 2005, 215 000 emplois ont vu le jour. Selon une étude externe, chaque euro investi génère un investissement consécutif de 12 euros en moyenne.

La DDC a participé activement à la création du FEESE, dont elle est l'un des huit actionnaires publics. Elle le soutient par des contributions financières et la mise à disposition de personnel spécialisé.

Modèles de formation professionnelle axés sur le marché du travail

La DDC et les ONG suisses se mobilisent pour la formation professionnelle depuis plus de 50 ans, portées par la conviction qu'une formation professionnelle axée sur le marché du travail accroît les opportunités d'emploi des pauvres dans l'économie informelle et formelle, tout en consolidant les entreprises. Cette forme d'aide est plus sollicitée depuis la récente crise économique.

Les groupes de population les plus pauvres et vulnérables – parmi lesquels figurent nombre de femmes, de jeunes et de membres de minorités – doivent pouvoir participer à l'essor économique grâce à de meilleures qualifications. Celles-ci favorisent l'accès à l'emploi et au revenu et par là même ouvrent la voie à une vie autonome. Les expériences de la Suisse en la matière se caractérisent par leur proximité avec la pratique et amènent les jeunes à s'intégrer peu à peu dans la vie économique. Dans plusieurs pays, ce modèle a contribué au développement de perspectives professionnelles durables et à des réformes structurelles.

Des compétences techniques mises à la disposition du monde entier

En collaboration avec des instituts de recherche et des ONG suisses aux compétences spécialisées éprouvées – p. ex. *l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle, Enfants du Monde, Swisscontact, Helvetas* –, la coopération suisse au développement participe à des projets de formation professionnelle en Europe de l'Est, en Asie du Sud et de l'Est, en Afrique et en Amérique latine. Entre 2006 et 2010, les dépenses se sont chiffrées à 89,2 millions CHF.

Ces contributions ont permis de former de nombreuses personnes, dont beaucoup ont trouvé un emploi par la suite. Les programmes de la DDC en Europe du Sud-Est illustrent ce succès : les jeunes de moins de 25 ans, dont 60% à 75% sont au chômage, souffrent d'un manque de perspectives et de possibilités de développement professionnel. Face à ce constat, la DDC, conjointement avec les autorités compétentes au Kosovo, a conçu des stages de formation professionnelle fortement axés sur la pratique, qui ont été mis en place dans douze écoles de formation professionnelle ; le programme compte notamment des stages techniques dans les domaines de l'installation électrique, de la mécanique automobile, de la technique de chauffage ainsi qu'une formation en agronomie.

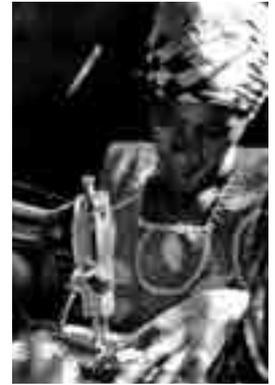
Plus de 100 instructeurs et instructrices ont été formés et des stages en entreprise ont été intégrés aux programmes en collaboration avec les corps de métier concernés. 3500 apprentis suivent de tels stages chaque année, dont 37% ont trouvé un emploi à la fin de leur formation, en dépit du chômage élevé. Financé par la DDC, ce projet est mis en œuvre par *Swisscontact* ; des programmes similaires ont aussi été réalisés en Albanie.

Exemple

Formation professionnelle pour des jeunes défavorisés au Népal

Au Népal, l'un des pays les plus pauvres d'Asie du Sud, 350 000 personnes rejoignent chaque année le marché du travail sans que celui-ci ne puisse leur offrir un emploi. Afin d'améliorer les chances des jeunes défavorisés de décrocher un travail, la DDC et *Helvetas* ont lancé en 2003 le projet *F-Skills*, qui offre une formation professionnelle axée sur les besoins du marché du travail local. Aujourd'hui, *F-Skills* a pris la forme d'une entreprise népalaise privée qui transmet les méthodes de formation éprouvées à d'autres fournisseurs selon un système de franchisage qui a permis d'augmenter massivement le nombre de personnes formées.

Fondé par la DDC en 2008, *l'Employment Fund*, qui compte aussi d'autres donateurs, participe à ce succès. Entre 2008 et 2010, la DDC y a consacré 1,5 million CHF. Près de 14 500 personnes ont été formées dans ce cadre durant la seule année 2009, parmi lesquelles 80% ont trouvé un emploi qui leur assure un salaire supérieur au revenu minimum. 57% des personnes formées étaient des femmes, 95% étaient issues de groupes de population défavorisés.



Les micro- et petites entreprises sont particulièrement importantes comme sources d'emplois pour les pauvres.



Un marché de Kampala, Ouganda. L'emploi informel offre environ trois-quarts des emplois non agricoles.



Une coopérative d'élevage de poissons au Bangladesh, soutenue par le projet *Katalyst*.

Accès aux services financiers pour tous

Un système financier stable et performant est un élément clé d'une économie nationale. Lorsque les ménages pauvres, les paysans ainsi que les petites et moyennes entreprises ont également accès à des services financiers, ils peuvent mieux participer à la vie économique et réduire leur vulnérabilité. Jusqu'à 90% de la population, en particulier dans les régions rurales, n'est toujours pas dans ce cas. Il reste exclu du secteur financier formel. La DDC s'engage pour ces personnes depuis plus de 30 ans à travers le développement du secteur financier.

Après que le micro-financement – une solution réussie au plan mondial – a bénéficié d'une grande attention ces dernières années, le financement des petites entreprises connaît aujourd'hui un regain d'importance, surtout dans les régions rurales. La DDC vise au développement durable d'un secteur financier orienté vers la demande qui réponde aux besoins spécifiques de différents groupes cibles, notamment par le soutien accordé aux institutions financières orientées vers les pauvres ou aux réformes du secteur financier.

Entre 2006 et 2010, la DDC a investi 53,7 millions CHF dans des projets ciblés sur le développement du secteur financier. Par ailleurs, la DDC se lance de plus en plus dans des partenariats innovants avec des entreprises suisses, par exemple avec *Zurich Financial Services* (ZFS) pour le développement de produits de micro-assurance adaptés.

Exemple

Une coopérative d'épargne et de crédit en Equateur

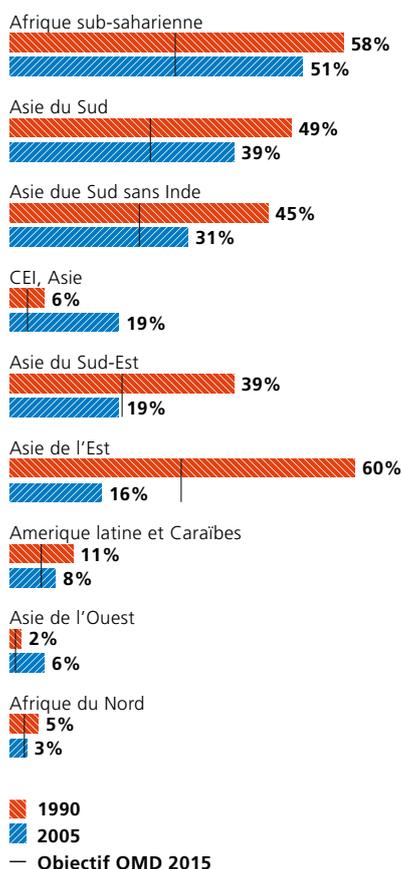
La coopérative d'épargne et de crédit *San José*, dont le siège se trouve dans la province de Bolívar, l'une des régions les plus pauvres d'Equateur, a été soutenue de 2001 à 2009 par l'organisation partenaire locale *Coopfin/Crear*, qui a bénéficié de l'appui de la DDC et de l'encadrement de *Swisscontact*. Au fil de cette collaboration, la coopérative a pu non seulement étendre sa clientèle de base de 5000 à 30 000 personnes, mais aussi s'orienter davantage vers la clientèle rurale, réduire les prêts à risque et améliorer la qualité de son portefeuille.

Programmes de micro-financement soutenus par la DDC en Amérique latine, état 2008

	Nombre d'établissements de microfinance soutenus y c. coopératives	Nombre de clients des établissements de microfinance soutenus	Montant moyen d'un crédit en USD	Augmentation de revenu des clients finaux par an
Profin (Bolivie)	19	415 000	800	35–125%
Promifin (Amérique centrale)	70	500 000	1000	35–100%
Coopfin/Crear (Equateur)	38	1 000 000	2700	20%
Total	127	1 915 000	800–2700	20–125%

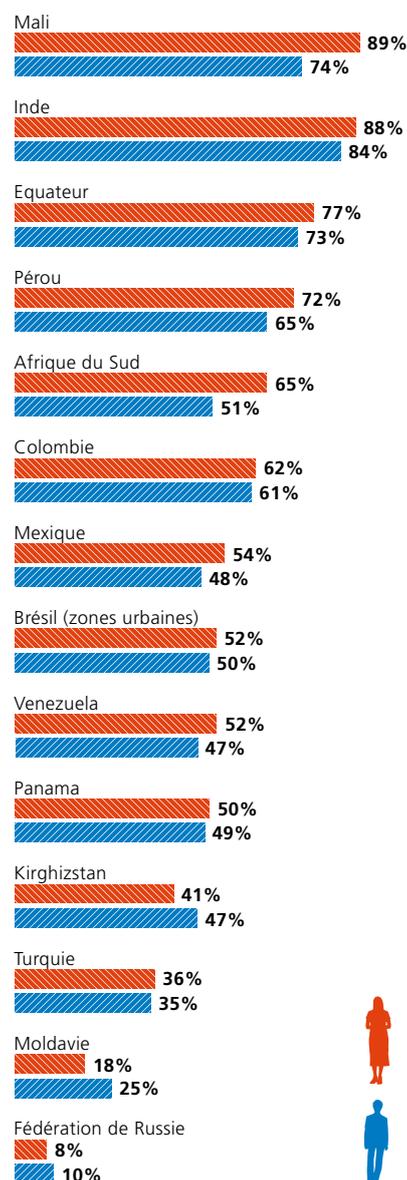
Les chiffres se basent sur les indications fournies par les programmes et complétées par des estimations de la DDC.

Nombre d'individus disposant de moins de 1,25 dollar par jour, 1990 et 2005, en %



Pourcentage de travailleurs informels dans des pays choisis, en %

En pourcentage de la force-travail pas active dans l'agriculture



Source: Rapport OMD 2010

Emploi et revenu : quels sont les résultats obtenus ?

Les investissements de la DDC dans la promotion du secteur privé, la formation professionnelle et les services financiers ont abouti à des résultats significatifs entre 2006 et 2010. Voici ce qui ressort d'estimations prudentes :

- 900 000 paysans, micro- et petits entrepreneurs ont bénéficié d'un appui direct ;
 - 100 filières différentes ont été soutenues, ce qui s'est traduit par des revenus plus élevés ;
 - 8,5 millions de clients pauvres ont accédé à des services financiers ;
 - 200 000 personnes ont reçu une formation professionnelle ;
 - 300 centres de formation ont été soutenus et des cursus améliorés ont été lancés ;
 - environ 3 milliards CHF de revenus supplémentaires ont été générés au total et 800 000 emplois ont été créés.
-

En général, les personnes privées d'emploi et de revenus ne peuvent couvrir leurs besoins élémentaires. La DDC s'emploie de façon ciblée à promouvoir l'éducation et l'emploi. Ainsi, des centaines de milliers d'emplois ont pu être créés, avant tout en zone rurale – un succès qu'il vaut la peine de prolonger.

C

Education de base et formation continue



Même si le droit à l'éducation compte parmi les droits humains, la scolarisation et l'éducation restent inaccessibles pour des millions d'enfants. Alors même que la formation est cruciale pour le développement et la lutte contre la pauvreté, elle se voit conférer une priorité trop faible dans nombre de pays et de budgets nationaux et de développement. Les offres publiques de formation sont souvent de piètre qualité et trop peu adaptées aux besoins de la population, comme par exemple à ceux des enfants qui travaillent.

Vu la situation précaire de l'éducation à l'échelle mondiale, la DDC n'a cessé d'accroître sa contribution dans ce domaine depuis 2005, ciblant son engagement financier sur les pays prioritaires et sur des programmes multilatéraux ; entre 2005 et 2009, cet engagement a atteint la somme de 283 millions CHF.

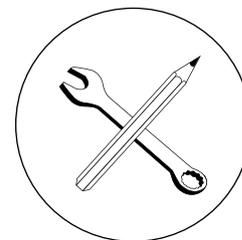
S'appuyant sur les mandats formulés dans les Messages, la DDC a focalisé son aide sur l'éducation de base extrascolaire et sur ses liens avec la formation professionnelle.

Dans le domaine de l'éducation, la Suisse a concentré ses projets principalement au Burkina Faso, au Niger, au Mali, au Bénin et au Tchad, où les programmes de la DDC ont fait de l'éducation de base et de la formation continue une priorité. La Suisse a aussi consacré environ 100 millions CHF à des programmes d'éducation d'autres organisations et œuvres d'entraide, dont ceux du *Fonds des Nations Unies pour l'enfance* (UNICEF).

Dans le cadre de la coopération bilatérale, la DDC soutient aussi des programmes de formation extrascolaire (ou non formelle) au Bangladesh, en Serbie, en Macédoine et en Albanie. Dans ces quatre pays prioritaires, le système d'éducation formelle ne répond pas aux besoins de la population, car il présente des lacunes qualitatives et n'atteint pas certains groupes de la population.

Grâce à des approches innovantes, la DDC a contribué à relever les taux de scolarisation, ainsi qu'à mieux adapter les infrastructures scolaires et les programmes éducatifs aux conditions sociales et culturelles spécifiques des groupes de population défavorisés. Entre 2006 et 2010, les programmes suisses ont notamment aidé les communautés roms en Europe de l'Est, amélioré les chances de formation des enfants de la rue au Bangladesh et accompagné des peuples nomades du delta du Niger au Mali avec des écoles mobiles.

Tous les projets ont accordé une attention particulière aux filles et aux femmes, ainsi qu'aux groupes de population et aux ethnies négligés par l'Etat. D'une manière générale, la pertinence des contenus de formation s'est améliorée. Ainsi, un nombre supérieur à la moyenne d'étudiants ont poursuivi et terminé leurs études, puis trouvé un emploi. Grâce à sa concentration conséquente dans certains pays, la DDC a pu investir davantage de ressources par projet et donc obtenir un plus grand impact. L'éducation de base est particulièrement propice au développement lorsqu'elle est liée à l'acquisition de compétences pratiques. Forte de ce constat, la DDC a encouragé les méthodes de formation professionnelle orientées vers la pratique, qui associent l'éducation de base et la formation professionnelle.



A l'échelle mondiale, les contributions financières à l'éducation de base représentent moins de 2% de l'aide bilatérale au développement.

« Toute personne – enfant, adolescent ou adulte – doit pouvoir bénéficier d'une formation conçue pour répondre à ses besoins éducatifs fondamentaux. Ces besoins concernent aussi bien les outils d'apprentissage essentiels (lecture, écriture, expression orale, calcul, résolution de problèmes) que les contenus éducatifs fondamentaux (connaissances, aptitudes, valeurs, attitudes) dont l'être humain a besoin pour survivre, pour développer toutes ses facultés, pour vivre et travailler dans la dignité, pour participer pleinement au développement et pour continuer à apprendre ».

Extrait de la Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous, Jomtien (Thaïlande), 1990



Une étudiante du Centre for Mass Education in Science, Bangladesh.

Soutenir et adapter les écoles

La situation en matière d'éducation est très précaire dans les pays d'Afrique subsaharienne, où 43 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés. Le défi de satisfaire à l'exigence d'une éducation pour tous est particulièrement considérable dans les régions rurales pauvres du continent africain, où la dispersion géographique ou le mode de vie nomade des nombreuses ethnies qui les peuplent appellent à de nouvelles approches flexibles. Dans ce contexte, la DDC soutient en Afrique de l'Ouest des formes d'éducation adaptées telles que l'instruction primaire élémentaire en langue locale ou, comme déjà mentionné, l'enseignement par des écoles mobiles qui suivent les déplacements des nomades.

Pour garantir le succès de tels projets, il faut former et perfectionner les enseignants aux offres de formation non formelles, tout comme il est important d'ancrer celles-ci dans les systèmes d'éducation publique. La DDC y œuvre dans le cadre de son dialogue politique.

Durant la période sous revue 2006–2010, l'aide bilatérale de la DDC en faveur de l'éducation en Afrique de l'Ouest s'est chiffrée à 68 millions CHF. Au vu des besoins importants en la matière sur le continent africain, la DDC a contribué avec 2,8 millions CHF supplémentaires à l'*Initiative Fast Track*, programme multilatéral global qui a pour but de scolariser 20 millions d'enfants supplémentaires en Afrique subsaharienne.

Burkina Faso : le Fonds pour l'Alphabétisation et l'Éducation Non Formelle (FONAENF)

Au Burkina Faso, l'engagement conjoint du gouvernement, de la DDC et d'autres partenaires a abouti à la création du *Fonds National pour l'Alphabétisation et l'Éducation Non Formelle* (FONAENF), qui sert à financer et à mettre en œuvre la politique d'alphabétisation et la formation extrascolaire.

Ce fonds s'est donné pour objectif d'élargir l'accès aux offres de formation ainsi que d'améliorer le pilotage et la qualité du système d'éducation.

Depuis la création du FONAENF en 2002, l'engagement de la Suisse a contribué à l'alphabétisation de près de 500 000 personnes, dont 60% de femmes, et donc à l'amélioration du taux d'alphabétisation. Les participants aux cours ont pu acquérir des connaissances et compétences fondamentales qui contribuent à l'amélioration de leurs conditions de vie. La contribution de la Suisse a en outre permis de renforcer le corps enseignant (+ 1648 enseignants, dont 591 femmes) et de soutenir des nouveautés pédagogiques décisives comme l'introduction de la pédagogie du texte ou des cours d'alphabétisation sur le lieu de travail.

Succès obtenus par des projets soutenus par la DDC



Bénin

alphabétisation de 60 000 adultes en région rurale.

Niger

mise sur pied de 1000 centres d'alphabétisation, fréquentés par 30 000 adultes et jeunes. La DDC a ainsi contribué à améliorer le taux d'alphabétisation de 10% en 10 ans.

Mali

formation de 3000 artisans en zone urbaine par an. Un programme de formation professionnelle conçu pour un public féminin a atteint 1200 jeunes femmes.

Tchad

construction de 200 écoles communautaires. Le nombre d'écoliers est passé de 6000 en 2000 à plus de 43 000 en 2009, la part d'écolières progressant de 1000 à 26 000.

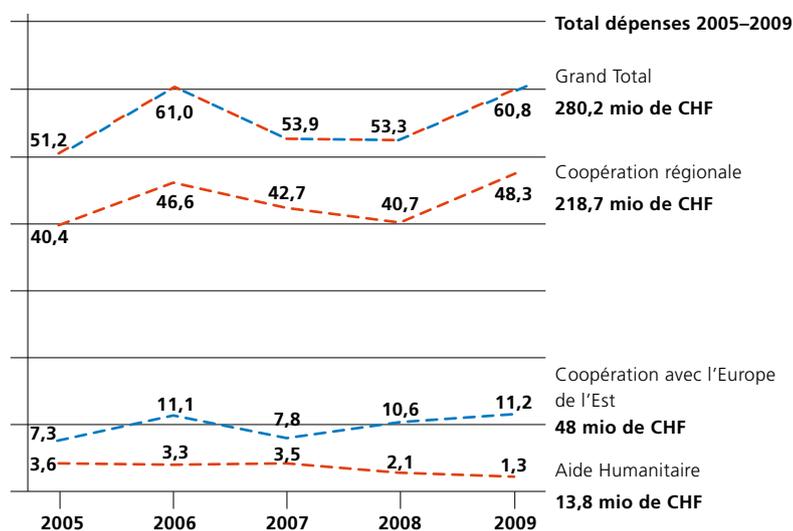
Burkina Faso

l'Etat a accru sa participation au financement du fonds pour l'alphabétisation FONAENF de 1% à 10% entre 2000 et 2008.

Afrique du Sud

près de 6000 jeunes adultes ont obtenu un diplôme reconnu dans des métiers techniques et artisanaux.

Éducation de base et formation continue, dépenses bilatérales par domaine 2005–2009, en mio de CHF



Réforme de l'éducation en Serbie

Grâce à sa grande expérience et aux acquis du système éducatif suisse, la DDC est un partenaire apprécié quand il s'agit d'entamer des réformes en matière d'éducation. Dans ce domaine, la Suisse est le premier pays donateur en Serbie, et donc l'interlocuteur privilégié du gouvernement dans les questions de politique d'éducation. Depuis 2000, la Suisse soutient la Serbie dans sa réforme de l'enseignement, qui devrait se voir conférer une plus grande priorité dans la politique étatique et s'adapter progressivement aux standards européens. Parmi les éléments clés de cette réforme figurent l'allongement de la scolarité obligatoire de huit à neuf ans et la conception de nouveaux programmes d'études, de matériel didactique et de méthodes pédagogiques. L'éducation devrait ainsi être améliorée à tous les niveaux.

Depuis 2006, la DDC cible son action sur trois domaines :

- soutien au Ministère de l'éducation dans la mise en œuvre des réformes ;
- mise sur pied d'un système de formation décentralisé pour le corps enseignant, avec normes de qualité garanties ;
- intégration des enfants marginalisés dans le système scolaire public.

Les premiers résultats sont prometteurs, laissant espérer que la qualité de l'éducation et les chances de développement des enfants marginalisés continueront de s'améliorer. Jusqu'en 2008, 45 000 enseignants ont été formés selon ces principes dans le cadre des programmes de la DDC.

12 000 bénéficiaires dans plus de 60 communes ont profité de l'approche d'une éducation intégrée (intégration des enfants marginalisés), qui est l'un des points forts de la réforme. Dans ces communes, le taux de scolarisation a progressé de 20% ; tous les enfants ont par ailleurs accédé au niveau de formation suivant.

Exemple

Intégration par l'éducation

En Serbie, les estimations indiquent que quelque 80 000 enfants en âge scolaire ne sont pas scolarisés, dont la majorité appartient à des minorités. Le projet *Roma Education Fund* (REF) entend répondre à cette situation et ambitionne de réduire l'écart de formation entre les communautés roms et non roms dans tous les pays des Balkans. La Suisse, dont l'engagement s'est élevé à 2,1 millions CHF par an (jusqu'en novembre 2009), compte parmi les principaux donateurs bilatéraux du programme. A ce titre elle est membre du comité de pilotage du REF. Par sa participation au projet en Serbie, la Suisse a pu recueillir de précieuses expériences sur l'amélioration des chances de formation des communautés roms, ce qui s'est répercuté positivement sur des programmes bilatéraux dans d'autres pays d'intervention. Une première évaluation des projets REF réalisée en décembre 2006 montre que 19 000 enfants roms, 2300 enseignants,

500 écoles et 60 communes ont profité des projets – des chiffres multipliés par deux en décembre 2008.

Depuis 2009, la DDC participe également, à hauteur de 5 millions CHF, à un projet pour l'intégration des enfants roms, en collaboration avec la *Croix-Rouge suisse*, l'UNICEF et l'ONG locale *Pomoc Deci*.

Scolarisation des enfants qui travaillent

Si les taux de scolarisation ont progressé au niveau mondial, il n'en reste pas moins que nombre d'enfants fréquentent l'école de façon irrégulière ou interrompent prématurément leur scolarité. Au Bangladesh, comme dans divers pays d'Afrique subsaharienne, plus d'un tiers des écoliers abandonnent l'école primaire avant son terme, contraints de travailler pour des motifs économiques. Les écoles ont souvent des prestations si insuffisantes que l'investissement en temps et en argent paraît non rentable pour les familles pauvres.

Dès lors que l'école ne peut rien offrir qui aide les écoliers et leurs familles, l'éducation est reléguée au second plan. C'est pourquoi la DDC soutient des offres de formation axées spécifiquement sur les enfants, les jeunes et les adultes qui ont quitté l'école, poussés par la pauvreté, ou qui n'ont jamais été scolarisés. Par des projets les plus divers, elle a encouragé l'accès à une formation professionnelle même sans avoir reçu une éducation formelle, de manière à briser le cercle vicieux « sans école, pas d'apprentissage et donc pas de développement ». Le projet *Skills Development Project* soutenu par la DDC au Bangladesh vise à renforcer la formation professionnelle, en la rendant plus flexible et mieux adaptée aux besoins du marché et des employeurs. Une ONG impliquée dans ce projet s'engage tant en faveur de l'éducation de base que de la formation professionnelle et du développement des PME, ce qui consolide les liens entre la formation et les PME. Les compétences ainsi acquises ont un effet durable et contribuent au développement. Il est par ailleurs prouvé que la coopération avec le secteur privé a des effets durables sur l'emploi.

Sous le slogan « Développer des aptitudes », la DDC soutient une série d'institutions et d'offres de formation du secteur non formel qui tiennent spécifiquement compte des besoins des personnes les plus démunies et défavorisées. L'objectif de cette première phase du projet *Skills Development Project* (2008–2013), est d'intégrer les approches élaborées et testées dans le système d'éducation nationale du Bangladesh.



Formation en métallurgie au Bangladesh.



Formation professionnelle informelle au Burkina Faso.

La pauvreté et les inégalités de scolarisation font augmenter les taux déjà élevés de grossesse chez les adolescentes, grossesses qui mettent en danger leur santé et réduisent leurs chances de progression sur le plan social et économique.

Source : *Rapport OMD 2010*

L'engagement suisse pour le FONAEF a contribué à l'alphabétisation d'environ 500 000 personnes, dont 60% de femmes, depuis sa fondation en 2002.

Travail des enfants et scolarisation

Au Bangladesh, on estime à près de 8 millions les enfants qui travaillent pour aider à nourrir leur famille, soit près d'un cinquième de tous les enfants de 5 à 17 ans. Ils travaillent en moyenne 48 heures par semaine, le plus souvent pour un salaire de misère.

En collaboration avec des organisations partenaires locales, la DDC œuvre à donner une meilleure base de départ à ces enfants et adolescents à travers l'éducation et l'acquisition de compétences dans certains domaines spécialisés. L'organisation *Underprivileged Children Education Programme* (UCEP) active au plan national, avec laquelle la DDC coopère depuis 1980, a conçu un modèle d'éducation qui permet aux enfants travailleurs de bénéficier d'une formation et de possibilités d'apprentissage pratique. Ces projets ont été soutenus par la DDC entre 2007 et 2010 à hauteur de 1,25 million CHF.

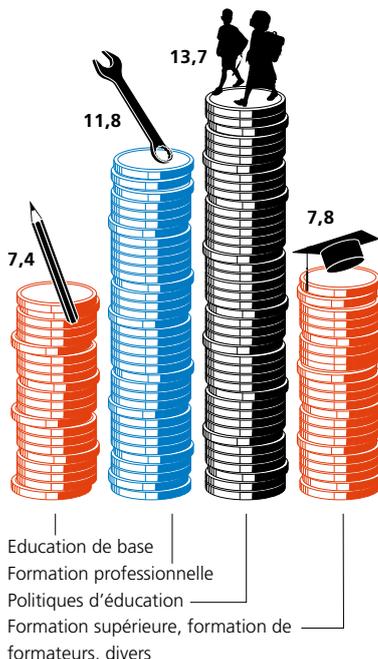
Les écoles UCEP proposent des cours à raison de trois sessions quotidiennes, ce qui permet aux enfants qui travaillent d'aller à l'école durant leur temps libre. Les contenus scolaires correspondent au programme des écoles publiques mais sont condensés sur quatre ans au lieu de huit. A la fin du cycle initial UCEP, de nombreux écoliers poursuivent leur formation. Dans le cadre de l'UCEP, ils ont par ailleurs la possibilité de suivre une formation professionnelle technique qui leur ouvre d'autres perspectives : seul un petit nombre d'entre eux interrompent leur formation, ce qui n'est guère surprenant, sachant que 95 % des étudiants formés trouvent un emploi dans l'industrie ou dans des petites entreprises.

Analphabétisme : beaucoup reste à faire....

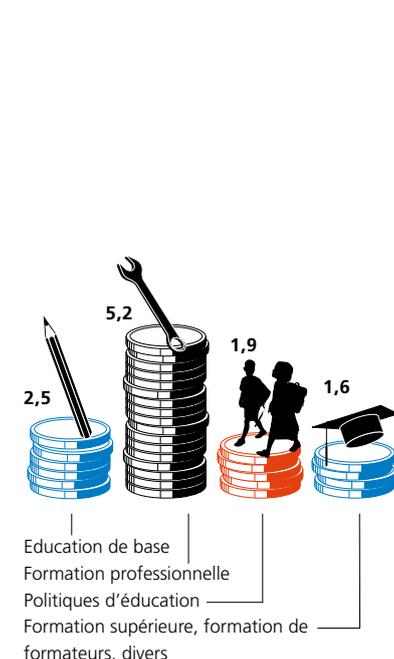
- D'après le Rapport mondial sur l'éducation de l'UNESCO, 774 millions d'adultes dans le monde ne savent pas lire et écrire, dont 70% sont des femmes.
- En 1999, l'on estimait à 96 millions le nombre d'enfants non scolarisés – ils sont toujours près de 72 millions aujourd'hui, dont 57% de filles.
- Si l'engagement mondial en faveur de l'éducation n'est pas renforcé mais reste seulement constant, l'on recensera toujours et encore 56 millions d'enfants non scolarisés en 2015.
- Plus de la moitié des analphabètes vivent dans des pays très peuplés : Bangladesh, Chine, Inde et Pakistan.
- L'analphabétisme est aussi particulièrement prononcé en Afrique sub-saharienne : au Burkina Faso, en Guinée, au Mali et au Niger, le taux est autour des 70%.

Détail des dépenses pour l'éducation de base et la formation continue en 2008, en mio de CHF

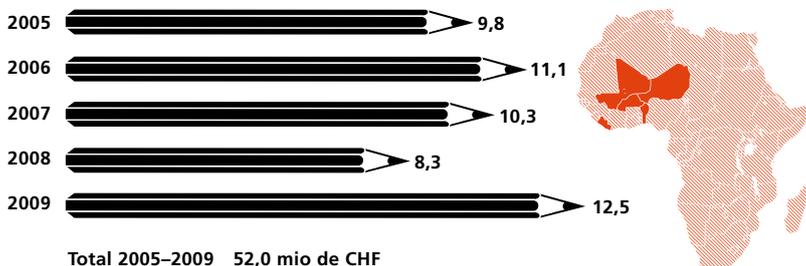
Coopération régionale Total 40,7 mio de CHF



Coopération avec l'Europe de l'Est Total 11,2 mio de CHF



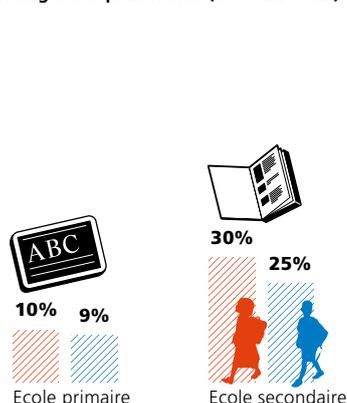
Education de base et formation continue, total des dépenses bilatérales de la DDC en Afrique de l'Ouest



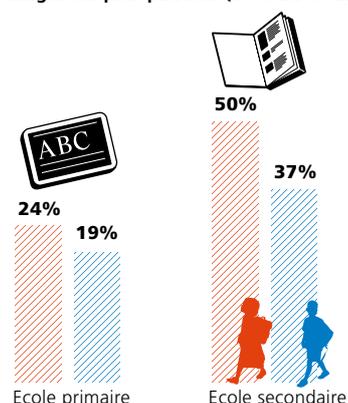
Nombre de filles et garçons qui ne fréquentent pas l'école

Données en % par classe et revenu familial

Ménages les plus riches (40% du total)



Ménages les plus pauvres (60% du total)

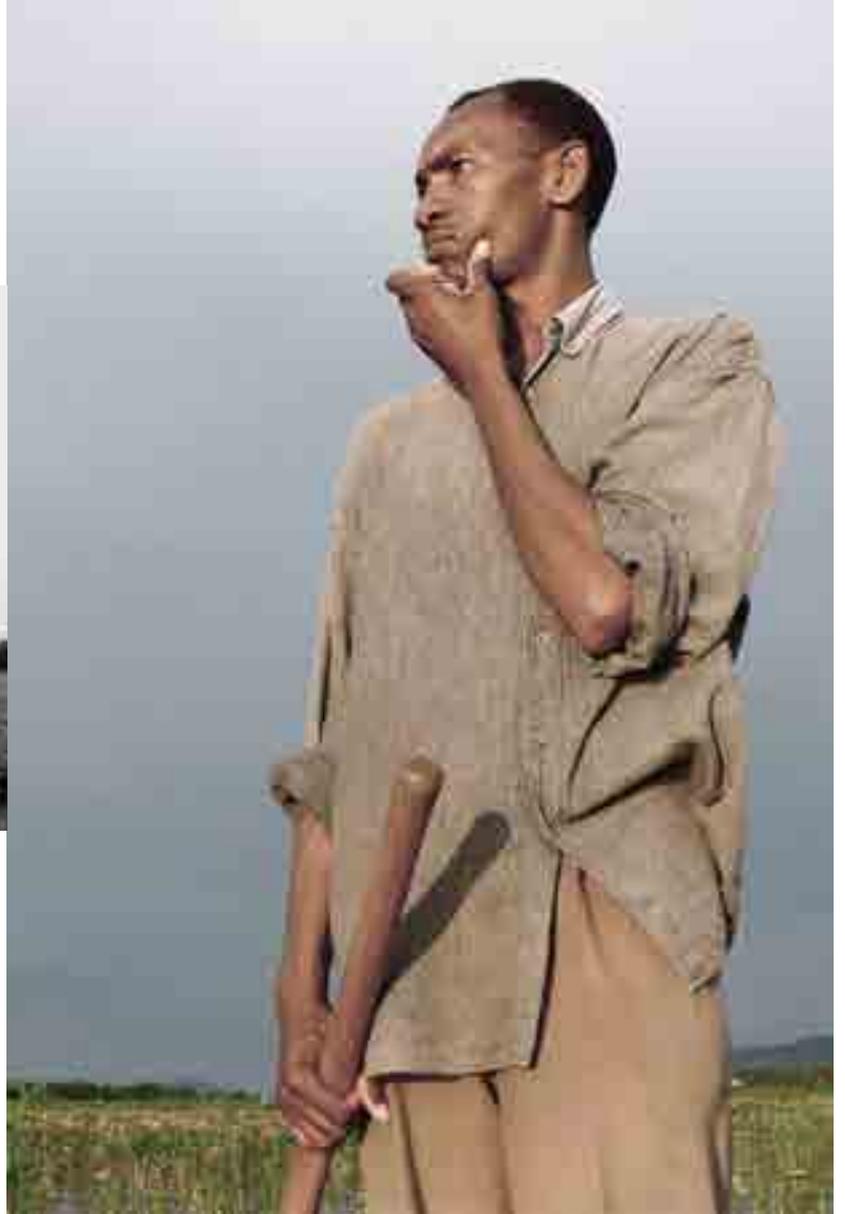


Analyse dans 42 pays, 2001 et 2008
Source: Rapport OMD 2010

Dans notre pays, l'instruction scolaire est obligatoire, ailleurs, c'est un luxe. Dans plusieurs pays partenaires de la DDC, le taux d'analphabétisme dépasse les 70%. La DDC et ses partenaires s'engagent pour l'éducation de base et la formation continue. Des centaines de milliers de personnes ont ainsi pu apprendre à lire et à écrire, des milliers de jeunes et de femmes ont suivi une formation professionnelle, des dizaines de milliers d'enseignants ont pu se perfectionner. De plus en plus de personnes ont ainsi la possibilité de sortir de la pauvreté. Ce succès stimule la DDC à continuer dans cette voie.

D

Agriculture



La majorité des personnes souffrant de sous-alimentation et de malnutrition vivent de l'agriculture, d'où l'importance du développement rural dans la lutte contre la pauvreté.

La DDC a toujours misé sur le développement rural en faveur des familles paysannes démunies. Dans ses Messages, elle s'est concentrée avant tout sur l'amélioration de la sécurité alimentaire, des services mais aussi des marchés de distribution, intensifiant même son engagement ces dernières années, notamment suite aux récentes crises financières et alimentaires.

Entre 2006 et 2010, la DDC a investi 133 millions CHF par an dans le développement agricole durable des pays du Sud et de l'Est. Une aide qui a profité à des millions de familles paysannes démunies, que ce soit par la coopération directe ou à travers le soutien accordé à des centres de recherche agricole internationaux, qui ont par exemple fourni des variétés de plantes résistantes à la sécheresse.

Plus de 900 millions de personnes n'ont pas les moyens de prendre deux repas par jour, la majorité d'entre elles vit en zone rurale. Et lorsque la faim dicte le quotidien, il reste peu d'énergie pour façonner l'avenir.

Le développement rural a donc une importance double : il est déterminant pour une alimentation suffisante, tout en jouant un rôle clé dans la lutte contre la pauvreté. Cela vaut aussi pour la nouvelle pauvreté dans les pays en transition. L'enjeu est de taille, car la vie en milieu rural se précarise peu à peu, sous la pression de la croissance démographique, de la raréfaction des sols, de l'eau et de l'énergie ainsi que du renchérissement des denrées de base.

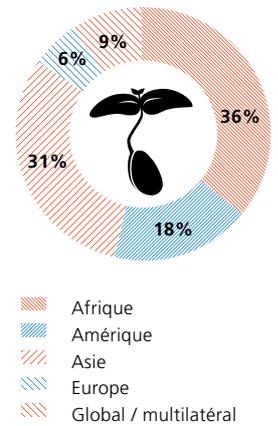
Même si les petites exploitations agricoles souffrent de la pauvreté, on leur reconnaît un fort potentiel. Comme le constate le Rapport mondial sur l'agriculture 2008 publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les exploitations familiales sont les plus aptes à assurer la sécurité alimentaire locale ainsi que la souveraineté alimentaire nationale et régionale. La DDC leur a accordé de tous temps la plus grande priorité, renforçant même son soutien au fil des années au regard du fait que 60% des entreprises agricoles dans le monde sont des exploitations de petite taille – un chiffre qui atteint même 90% en Afrique.

Les améliorations apportées par les projets soutenus par la Suisse ont été multiples. Les paysans ont appris et appliqué des innovations, par exemple le recours à des méthodes de culture à rendement élevé et respectueuses de l'environnement, qui ont engendré une hausse de la productivité et de meilleurs revenus. Reposant sur le principe de la DDC de l'aide à l'auto-assistance, ces succès devraient être durables. D'autre part, ces succès sont aussi redevables de l'engagement de la Suisse dans un autre secteur, à savoir les investissements dans la recherche agricole.

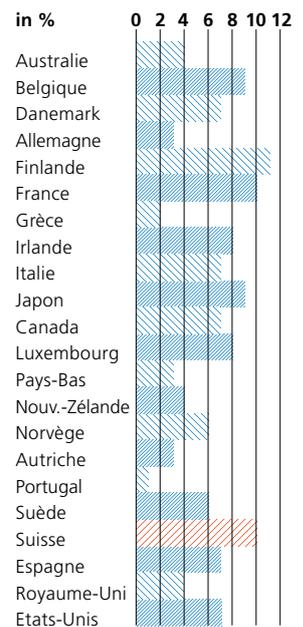
Le soutien à l'amélioration des conditions cadres et aux réformes structurelles a aussi été positif, puisqu'il se traduit par une participation accrue des paysans à la vie économique sous la forme, par exemple, d'un accès facilité aux crédits ou du développement de meilleures infrastructures de base en zone rurale. Tous deux améliorent la situation des exploitations individuelles, ainsi que la sécurité alimentaire et financière de communautés entières. Enfin, il faut aussi souligner que les programmes en faveur de l'agriculture et ceux destinés à favoriser les emplois et les revenus sont étroitement liés. Dans le cadre du dialogue politique visant à améliorer les conditions cadre, la DDC s'est forgée une bonne réputation, notamment comme membre actif du *Fonds international de développement agricole* (FIDA), qu'elle a soutenu depuis sa création en 1977 avec un montant total de plus de 120 millions USD.

Comme d'autres secteurs du développement, la promotion de l'agriculture requiert un travail de longue haleine, une solide expérience et une démarche en réseau, qui sont autant de points forts de la DDC.

Dépenses bilatérales dans le secteur de l'agriculture (développement rural, développement économique et Aide Humanitaire) par continent, 2003–2008, en %



Part de la coopération bilatérale pour l'agriculture dans le budget total de la coopération au développement 2007–2008, en %



La Suisse investit environ 10% de son budget total de la coopération au développement dans l'agriculture (y c. les investissements de l'Aide Humanitaire et de la coopération avec les pays d'Europe de l'Est dans l'agriculture).

Source: OECD 2010, *Measuring Aid to Agriculture*

Recherche agricole et innovation pour le futur

L'agriculture a besoin de la recherche et de l'innovation. Un constat qui s'applique aussi à l'action de la DDC dans le domaine du développement rural, qui appelle des solutions innovantes, tant la croissance démographique mondiale et le changement climatique placent l'agriculture face à des défis colossaux. Elle doit devenir plus productive et plus respectueuse de l'environnement, et mieux utiliser les ressources toujours plus rares. Le changement de paradigme requis exige des efforts conjoints d'une multitude de partenaires, ce qui a incité la DDC à collaborer avec des ONG en Suisse et dans les pays partenaires, avec des organisations paysannes ainsi qu'avec des universités et autres instituts de recherche.

Les centres de recherche agricole comme porteurs d'innovation

Les solutions les plus prometteuses et durables naissent le plus souvent de la conjugaison du savoir ancestral des paysans et de la recherche de pointe. Ces prochaines années, l'agriculture aura notamment besoin de nouvelles méthodes de culture, de variétés de plantes résistantes à la chaleur et à la sécheresse ainsi que de nouvelles technologies d'irrigation. Les centres de recherche agricole internationaux y travaillent. Un partenaire très important est le *Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale* (CGIAR), qui s'est révélé très utile pour la coopération au développement, car les résultats des recherches sont accessibles au public, de manière que les pauvres peuvent directement prendre part aux progrès réalisés. En même temps, on évite que les résultats bénéficient unilatéralement à l'industrie agricole par la protection par brevet. La Suisse soutient le réseau CGIAR depuis sa création et, avec une contribution annuelle d'environ 20 millions CHF, compte parmi les cinq principaux pays donateurs.

Exemple

Papa Andina – le projet de la pomme de terre

En 1998, la DDC a lancé le projet *Papa Andina*, en collaboration avec le *Centro Internacional de la Papa* (CIP) à Lima, au Pérou. Il a permis d'associer des producteurs andins, des intermédiaires et des représentants de supermarchés, avec pour résultat que trente variétés de pomme de terre traditionnelles sont aujourd'hui proposées à la vente en ville, où elles sont considérées comme des délicatesses.

Ces pommes de terre sont cultivées par quelque 1500 familles de petits paysans dans des régions très éloignées de la capitale, à plus de 3500 mètres d'altitude.

Résultats de recherche obtenus par le réseau CGIAR

Kenya et autres pays d'Afrique orientale

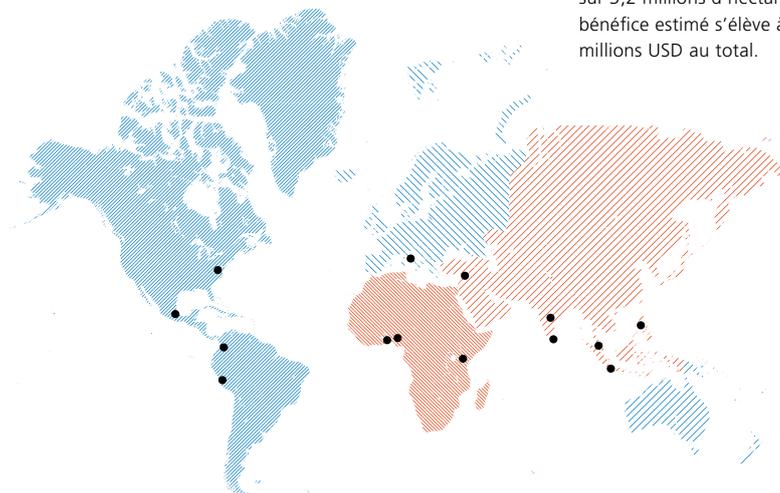
mise au point de variétés de haricots à rendement plus élevé cultivées à présent par plus de 2 millions de ménages (≈ 10 millions de personnes).

Nigéria

création de 6000 emplois directs grâce à de nouvelles technologies de production et de transformation du manioc. Les revenus des paysans et des petites entreprises participant au projet ont progressé de 50 millions USD.

Philippines et autres pays d'Asie du Sud

préservation de l'environnement et baisse des coûts de production du riz et du blé de 10% grâce à de nouveaux modes de culture sans labour. Un demi-million de paysans appliquent ces technologies sur 3,2 millions d'hectares. Le bénéfice estimé s'élève à 147 millions USD au total.



Les 15 centres de recherche du réseau CGIAR

IFPRI — Washington DC, Etats-Unis

CIMMYT — Mexico City, Mexique

CIP — Lima, Pérou

CIAT — Cali, Colombie

Bioversity International — Rome, Italie

Africa Rice Center-WARDA — Cotonou, Bénin

ILRI — Nairobi, Kenya

World Agroforestry — Nairobi, Kenya

ICARDA — Aleppo, Syrie

IITA — Ibadan, Nigéria

IWMI — Colombo, Sri Lanka

ICRISAT — Patancheru, Inde

IRRI — Los Banos, Philippines

CIFOR — Bogor, Indonésie

World Fish — Penang, Malaisie

Quel impact sur la recherche agricole internationale a le réseau CGIAR ?

Chaque dollar investi dans la recherche du CGIAR permet de produire un supplément d'aliments d'une valeur de 9 USD dans les pays en développement, là où les besoins sont les plus élevés. Sans ces fonds publics investis pour le CGIAR :

- la production agricole mondiale serait inférieure de 4% à 5% ;
- la production agricole mondiale dans les pays en développement serait inférieure de 7% à 8% ;
- les prix mondiaux des céréales (alimentaires et fourragères) seraient de 18% à 21% plus élevés ;
- 15 millions d'enfants supplémentaires souffriraient de malnutrition.



Depuis les Andes, la pomme de terre a conquis le monde. La DDC soutient des méthodes de culture productives dans des pays très différents, comme la Bolivie, le Rwanda, le Bhoutan, la Mongolie et la Corée du Nord.

Cet exemple illustre le bénéfice de la recherche du CIP pour les pauvres en zone rurale. Aujourd'hui, grâce à ce projet, ces familles disposent d'un revenu plus élevé et régulier. Le 30 mai a été consacré par le Président péruvien Journée de la pomme de terre, et en 2007, le projet s'est vu décerner le BBC World Challenge Award.

Exemple

Une innovation fructueuse

De 2005 à 2008, au Kosovo, 1900 familles de paysans ouvertes à l'innovation ont été formées à de nouvelles méthodes de culture avec l'aide de la DDC. La culture de fraises, de pastèques et de plantes médicinales ainsi que leur conditionnement et leur commercialisation génèrent des revenus supplémentaires. 88 emplois à plein temps ont été créés dans les exploitations agricoles impliquées dans le projet. La cueillette de plantes médicinales occupe à plein temps quelque 200 personnes, dont une majorité de femmes. Le revenu annuel de 1500 cueilleurs s'est accru de 700 EUR, et 350 familles paysannes gagnent 2500 EUR de plus en moyenne par saison.

La ténacité est de mise, car le succès ne vient pas du jour au lendemain

Par rapport à d'autres bailleurs de fonds internationaux, la coopération suisse au développement a démontré au fil des années d'être un partenaire fiable pour l'agriculture. Dès ses débuts dans les années 1960, la DDC s'est engagée dans ce domaine clé de la lutte contre la pauvreté et a pu en influencer les orientations.

Si son action s'est révélée positive à maints égards, le succès n'est jamais assuré. Les conditions garantes du succès doivent souvent être construites sur une longue durée. Un développement durable exige continuité et ténacité, mais dépend aussi de nombreux impondérables, aussi minutieuse la planification soit-elle.

Pour répondre aux changements climatiques et aux événements exceptionnels il faut un engagement sur le long terme

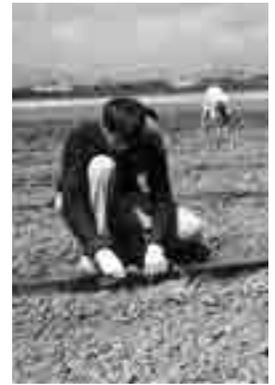
En 1999 et 2001, la Mongolie a été frappée par une catastrophe climatique caractérisée par des étés extrêmement secs, suivis d'hivers rudes marqués par un froid extrême et une épaisse couverture neigeuse. Ce phénomène climatique a causé la mort de 11 millions d'animaux de rente, laissant 63 000 bergers sans moyen de subsistance. Dans les régions d'intervention de la Suisse,

plus de 8000 familles très affectées ont bénéficié d'un versement en espèces unique de 180 à 200 CHF qui a permis à 84% d'entre elles de vivre à nouveau majoritairement de l'élevage d'animaux de rente après trois ans. La production céréalière a augmenté et le cheptel s'est agrandi, tandis que la pauvreté a diminué. Parallèlement, la pression sur les prairies arides s'est à nouveau intensifiée. Bien que cette intervention d'aide à court terme se soit terminée en 2005, la DDC reste active dans le domaine de l'élevage de bétail, afin d'assurer la durabilité du programme. L'élevage, une activité vitale en Mongolie, est mis en péril par les changements climatiques en cours et les événements climatiques extrêmes ; une nouvelle catastrophe est survenue durant l'hiver 2009/2010, entraînant la perte de quelque 8 millions d'animaux de rente.

D'un projet pilote à un modèle régional réussi

Une fois que la récolte est sous toit, une nouvelle crainte surgit souvent, car jusqu'à 20% de la production est perdue suite à l'absence d'un lieu sûr pour entreposer les aliments, à l'attaque de parasites et de champignons ou à la consommation par des animaux. De telles pertes sont fatales pour bien des petits paysans car elles mettent en péril leurs moyens d'existence. Face à ce constat, dès les années 1980 la DDC a cherché, dans le cadre d'un projet agricole au Honduras et en collaboration avec des partenaires locaux, une solution pour prévenir les pertes après récolte. Le recours à des silos en métal de fabrication facile a montré des résultats prometteurs. Au fil du temps, les prototypes de silos de la phase initiale sont devenus des modèles plus aboutis, donnant naissance au projet *Postcosecha* implanté à l'échelle régionale.

Grâce à ces silos, les paysans peuvent réduire au maximum leurs pertes. Les familles peuvent ainsi mieux se nourrir et gagner plus d'argent, car elles peuvent

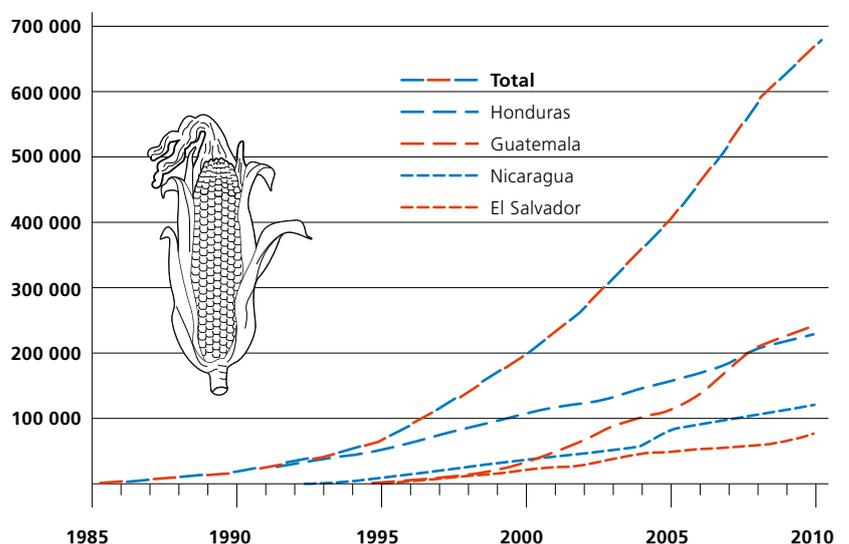


Au Kosovo, des familles de paysans innovateurs ont appliqué de nouvelles méthodes de culture avec le soutien de la DDC. Ils ont réussi non seulement à améliorer leurs revenus, mais aussi à créer de nouvelles places de travail. Photo: Jean-Louis Gonterre/ICP



Le silo métallique est simple et peut être fabriqué par des entreprises locales. Une fois installé, son utilité est immédiate, les pertes de céréales après la récolte, estimées à 20% avant, diminuent jusqu'à des quantités négligeables.

Augmentation du nombre de silos métalliques pour les céréales en Amérique centrale, 1985-2010



entreposer les récoltes en lieu sûr plus longtemps, et attendre ainsi que les prix montent sur le marché. Les silos étant fabriqués sur place, le projet profite aussi aux artisans locaux. De cette manière, le projet *Postcosecha* contribue à la sécurité alimentaire et à l'essor économique. Suite au succès enregistré au Honduras, les silos ont été introduits dans les pays voisins, ainsi qu'à Cuba et au Paraguay.

Depuis la fin des années 1990, la technique *Postcosecha* s'est si bien imposée sur le marché qu'elle continue son expansion sans autre forme d'aide. Et l'histoire continue : la DDC soutient actuellement un projet pilote en Afrique orientale pour clarifier si les silos en métal pourraient aussi y être utilisés pour lutter contre les importantes pertes de récoltes.

Améliorer de pair l'alimentation et les revenus

La Suisse s'est engagée de tout temps en faveur d'une agriculture durable, également lorsque ce domaine a perdu de son importance aux yeux d'autres bailleurs de fonds et de pays partenaires. Aujourd'hui, elle contribue toujours largement au secteur agricole pour réduire la pauvreté et améliorer la sécurité alimentaire, mettant en œuvre des stratégies diverses et variées, mais toujours adaptées aux conditions locales.

Un meilleur niveau de vie pour les régions pauvres de Madagascar

A Madagascar, un projet soutenu par la Suisse visait à rehausser le niveau de vie de la population de plusieurs régions pauvres. Dès l'année 2000, quelque 150 000 personnes ont participé à 1500 petits projets, ce qui a abouti à l'augmentation de la production de fraises, de poisson, de miel et de soie. Grâce à un meilleur accès au marché et à un gain de qualité dans la production, 8000 ménages ont pu accroître leurs revenus. Par exemple, les familles productrices de fraises ont vu leur production moyenne progresser de 11%, à l'instar de leur bénéfice d'exploitation, qui est passé d'environ 148 CHF en 2001 à 170 CHF en 2004. Le projet a été poursuivi durant la période sous revue, avec des résultats positifs du même ordre. Durant la période couverte par le rapport, le projet a atteint des résultats comparables : grâce à des techniques plus modernes, les apiculteurs ont ainsi vu augmenter leur production de miel d'un tiers. Sur l'ensemble de la zone d'intervention du projet, les périodes de pénurie alimentaire sont plus courtes. Ainsi, les ménages s'endettent moins et se libèrent de leur dépendance aux taux usuraires qui sont pratiqués, ce qui a un effet positif sur les revenus des familles de manière générale.

Agriculture, dépenses par domaine et nombre de bénéficiaires

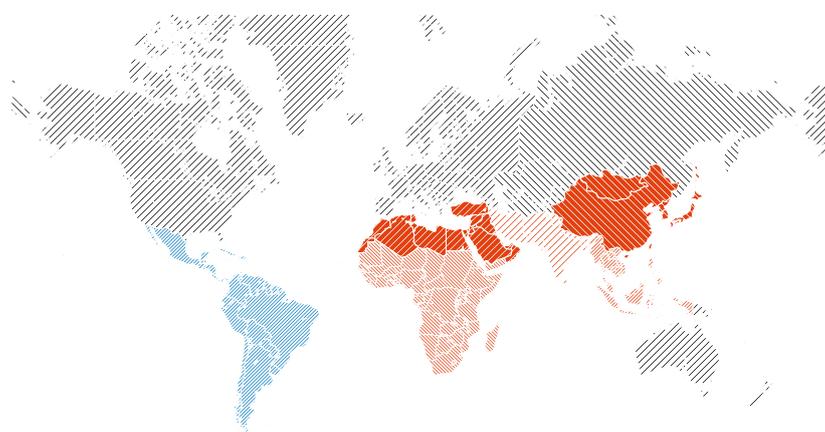
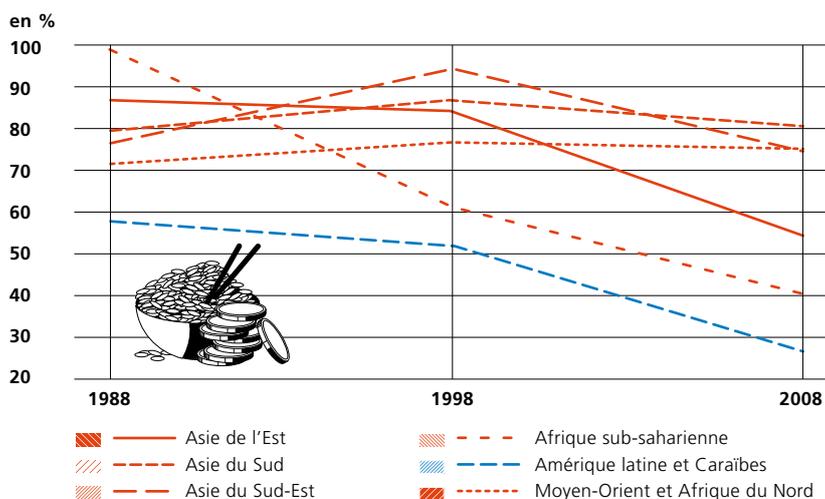
Domaines	Projets		Familles soutenues directement	Bénéficiaires directs (personnes)
	en cours	Soutien par an	cumulé	cumulé
	Base 2009	en 1000 CHF		
Amélioration des méthodes de production agricole, augmentation de la productivité ¹	40	40 762	250 605	1 503 632
Accès aux débouchés commerciaux, amélioration de la commercialisation des produits agricoles	28	27 530	77 427	464 562
Méthodes de production durables, mesures de protection des sols et des eaux	14	13 427	44 280	265 680
Recherche et développement rural ²	18	30 929	44 933	269 600
Mesures d'amélioration des conditions cadres	14	27 612	24 933	149 600
Total	114	140 260	442 178	2 653 074

¹ inclus 7,1 mio de CHF pour le FIDA ; la contribution de base de la Suisse de 6,4 mio de CHF à la FAO, qui est financée par l'Office fédéral de l'Agriculture, n'est pas comptabilisée ici.

² inclus la contribution de 12,5 mio de CHF au CGIAR.

Source: DDC, 2009

La face rurale de la pauvreté, en % Pourcentage des personnes vivant en milieu rural par rapport au total des personnes vivant avec moins de 1,25 dollars par jour.



Source: IFAD Rural Poverty Report 2011

Alliance panafricaine de recherche sur le haricot (PABRA)

Programme de recherche africain, l'*Alliance panafricaine de recherche sur le haricot* (PABRA) travaille dans plus de 25 Etats subsahariens. La DDC la soutient depuis 1993 à hauteur d'environ 1,5 million CHF par an. Plus de 6,5 millions de foyers et quelque 30 millions d'individus ont profité directement du projet. Depuis 2003, PABRA a mis au point quelque 130 nouvelles variétés de semences. Les méthodes de culture ont été adaptées aux nouvelles conditions climatiques et de nouvelles méthodes de lutte contre les parasites ont été développées. Grâce à la combinaison des résultats des dernières recherches et du savoir traditionnel, les rendements des récoltes des bénéficiaires ont augmenté de façon spectaculaire – de 68% au Malawi, de 265% en Ouganda, de 150% en Ethiopie et de 40% en République démocratique du Congo. L'indice de masse corporelle d'un échantillon de 12 000 individus s'est nettement amélioré grâce à une alimentation meilleure et plus régulière avec les produits du programme PABRA.

Souvent des actions initiées dans le cadre des projets de la DDC déploient leurs effets positifs au-delà du projet initial. Des approches à succès peuvent être appliquées, avec les adaptations appropriées, à d'autres projets.

La DDC apporte une contribution importante au débat politique global et influence la régulation internationale de l'agriculture grâce aux expériences tirées de son engagement pluriannuel et à sa collaboration avec des organisations internationales et des programmes multilatéraux.

La réduction de la pauvreté continue d'avancer, en dépit de l'effondrement économique de 2008-2009 et des crises alimentaire et énergétique.

Source : Rapport OMD 2010

Il vaut la peine d'investir dans l'agriculture, sa croissance contribuant deux fois plus à la lutte contre la pauvreté que celle d'autres secteurs économiques.

Source : Rapport sur le développement dans le monde 2008, Banque mondiale.

Paradoxalement, des centaines de milliers de familles paysannes souffrent de la faim, bien qu'elles pratiquent l'agriculture. Avec le soutien de la DDC, elles peuvent améliorer leurs méthodes de culture, se procurer de meilleures semences et avoir un accès plus facile aux marchés. Ainsi, leur nourriture est assurée et la pauvreté s'en trouve réduite d'autant – un succès qui se passe de discours.

E

Etat de droit et démocratie



La pauvreté est souvent liée à une impuissance, à la discrimination ou à l'arbitraire de l'Etat. Pour cette raison, la Suisse s'engage afin que les gens puissent avoir confiance en leur état de droit et participer à l'organisation de leur espace vital.

Dans ces thèmes, la Suisse fait figure de partenaire crédible, son statut d'Etat démocratique fédéraliste lui permettant de contribuer, sur la base de sa propre expérience, à la résolution de problèmes et de soutenir, par exemple, des processus de décentralisation. S'appuyant sur le Message Sud et celui sur la coopération avec l'Europe de l'Est, la DDC met l'accent sur la consolidation de l'Etat, l'état de droit, les droits humains et la démocratie. Durant la période sous revue, elle y a consacré un montant total de 337 millions CHF au niveau bilatéral et multilatéral. Les plus grands progrès ont été accomplis en Europe de l'Est, où l'objectif d'une adhésion à l'UE implique une adaptation de la législation à des normes démocratiques et d'état de droit.

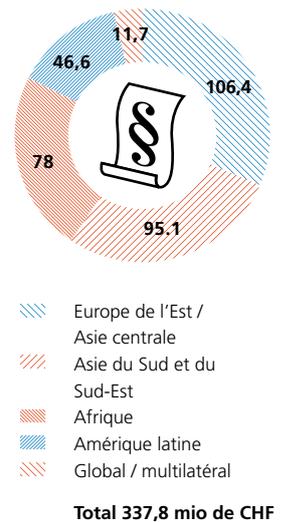
Selon l'Institut de la Banque mondiale (WBI), un pays peut voir son revenu par habitant tripler s'il améliore sa gouvernance. Des fonctionnements démocratiques intensifient les équilibres de pouvoirs et la redevabilité et permettent aux citoyens de juger et de sanctionner les prestations et le comportement de leurs élus. Une gouvernance faible, l'insécurité juridique et la corruption peuvent en revanche réduire à néant les avancées du développement. Dans tous ses projets, la Suisse œuvre à la promotion de structures démocratiques et d'institutions étatiques et de la société civile plus performantes, ce qui requiert une collaboration avec divers partenaires comme des organisations des droits humains et des citoyens, des comités locaux et régionaux, mais aussi les administrations publiques, les parlements et les gouvernements.

Dans les pays en transition, entre 2007 et 2010, 48% en moyenne de l'aide bilatérale a été consacrée à des projets et programmes visant à la construction et à l'amélioration de la gouvernance locale ainsi qu'à la décentralisation ; en Asie et en Amérique latine, il s'agissait de 10% à 25% du portefeuille global.

L'action de la DDC en matière d'état de droit et de démocratie a plusieurs facettes, mais reste très proche de la réalité et du concret. Vient s'y ajouter l'avantage comparatif de la Suisse : son propre système de démocratie directe et le principe de subsidiarité avec des structures communales qui fonctionnent, conjugués à une société civile plurielle, offrent des exemples d'application pratique du fonctionnement d'un système démocratique à structure fédéraliste.

Cette situation est appréciée autant par des partenaires bilatéraux que multilatéraux. Petit pays donateur, la Suisse peut néanmoins apporter d'importantes contributions. Ainsi, de 2008 à 2010, elle a conduit le groupe spécialisé sur la décentralisation en Bolivie et a assumé des fonctions clés dans le groupe d'accompagnement sur les aides budgétaires dans le cadre de réformes administratives au Mozambique.

Dépenses par région
2006–2010, en mio de CHF



La pauvreté n'est pas seulement synonyme de privations matérielles, mais aussi de manque de dignité, de participation et de protection.

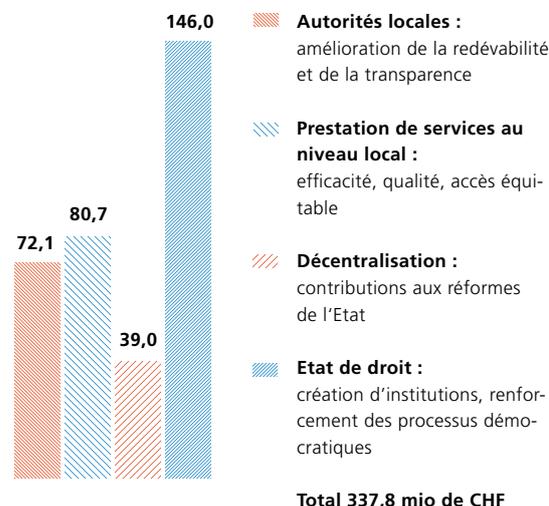
« La pauvreté est l'absence de liberté à mobiliser ses propres ressources. »

Amartya Sen, économiste et prix Nobel 1998

« La bonne gouvernance est le facteur de succès le plus important dans la lutte contre la pauvreté. »

Kofi Annan, ancien Secrétaire général de l'ONU, 2005

Dépenses par domaine thématique
2006–2010, en mio de CHF



Participation des citoyens

Les populations locales sont les mieux placées pour définir leurs besoins en développement et les priorités qu'il convient de fixer. C'est pourquoi la DDC œuvre à ce qu'elles participent à la planification et à la réalisation des projets d'infrastructure et de développement. Ainsi les projets ont plus d'impact, car ils répondent à un besoin effectif des personnes concernées. Ils sont en outre plus durables, leur mise en œuvre étant le fruit d'un processus commun et la population étant impliquée, par exemple, dans l'entretien et l'exploitation des projets. Cette démarche participative rencontre aujourd'hui une compréhension et une acceptation croissantes dans les planifications à l'échelon communal.

En Amérique centrale et du Sud, par exemple, beaucoup de plans annuels ou pluriannuels ont été élaborés à l'échelon communal avec l'aide de la DDC. Les organisations de la société civile ont largement participé aux travaux, leur préparation à ce rôle faisant partie des projets. Au Nicaragua, par exemple, plus de 60% des communes appliquent un processus qui encourage particulièrement la participation des femmes. Jusqu'à 40% de la population est impliquée dans la définition des priorités de développement.

Exemple

Les villageois fixent eux-mêmes leurs priorités de développement

Dans 2600 villages laotiens, les habitants déterminent eux-mêmes s'ils ont besoin d'une aide pour l'approvisionnement en eau, les soins de santé ou plutôt l'éducation. La décision finale quant à la mise en œuvre des propositions appartient aux députés des villages à l'échelle des districts. Grâce au projet soutenu par la DDC et la Banque mondiale depuis 2004 à hauteur de 6 à 7 millions USD par an, les districts disposent d'un budget opérationnel assuré pour les projets sélectionnés. Quelque 900 000 personnes en ont profité jusqu'à présent, avant tout dans les régions montagneuses pauvres du pays. Au vu des résultats obtenus jusqu'à ce jour, il est fort probable que le gouvernement étende ce processus participatif au reste du pays.

Projets adaptés – résultats variés

Bolivie

le soutien du réseau droits humains a contribué à ce que ce thème, ainsi que de nombreuses recommandations de forums de citoyens, soient considérés et intégrés dans la Constitution.

Mali

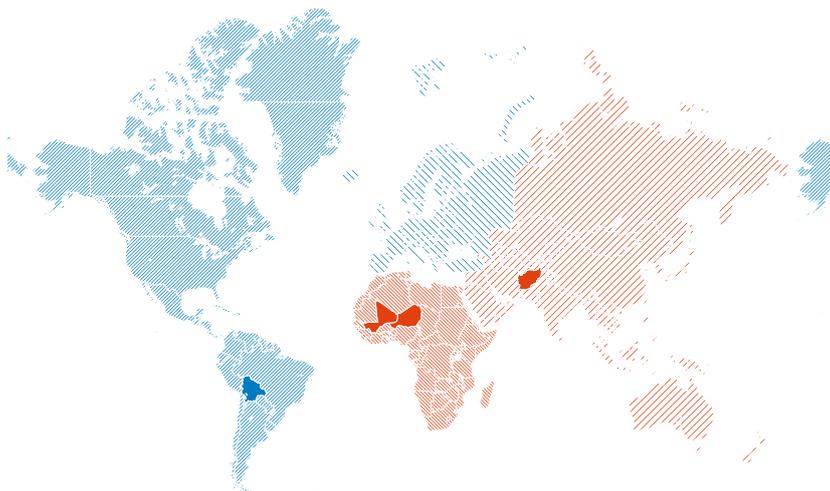
le nombre de femmes candidates à des charges officielles ne cesse d'augmenter.

Niger

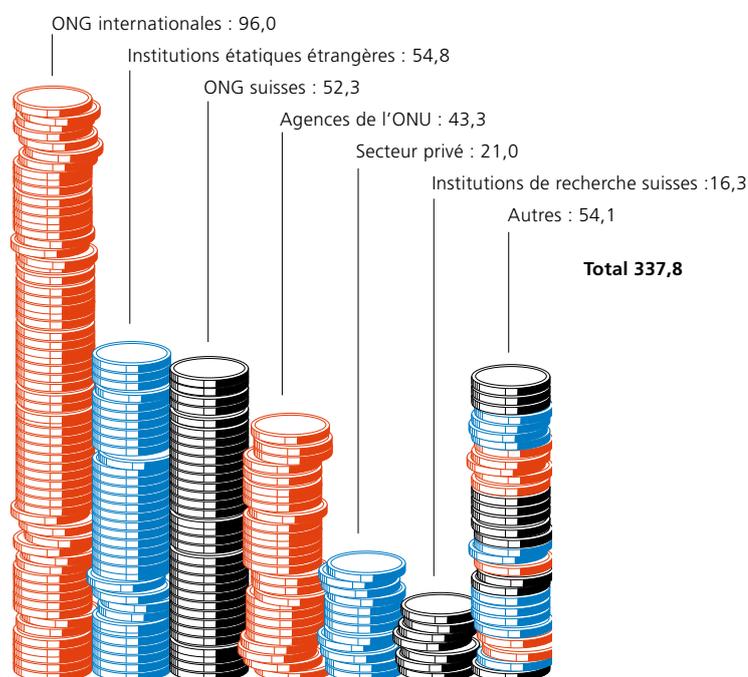
l'efficacité de la justice (nombre de cas traités par an) s'est améliorée de façon marquée.

Afghanistan

dans la police, le nombre de salariés fantômes s'est réduit grâce à une gestion informatisée des salaires.



Dépenses par partenaire 2006–2010, en mio de CHF



Efficiency, qualité et responsabilité individuelle

Les anciens Etats centralisés peinent souvent à mettre sur pied des infrastructures et une administration efficientes et proches des citoyens ; la prise de décision décentralisée implique la délégation de compétences financières, ainsi que la création et le renforcement de compétences administratives et organisationnelles. La Suisse peut, de par sa propre expérience avec des procédures de planification multidimensionnelles, offrir une aide précieuse. Par exemple, dans les projets d'infrastructures, une planification purement technique aura tôt fait de négliger les facteurs non techniques, alors qu'ils jouent un rôle essentiel pour le succès durable du projet. D'autres exemples sont la formation, le développement organisationnel ou la gestion de projet.

La Suisse a reconnu tôt comme prioritaire la promotion de ces composantes « soft ». Leur importance s'est accrue ces dernières années, et pour cause : pour réussir durablement, tout projet a besoin d'une autorité responsable qui en assure le suivi et le financement. Ces facteurs « soft » sont en effet primordiaux dans des domaines tels que l'approvisionnement en eau, les hôpitaux, les écoles et la construction de routes. Ils sont complexes, multiples et non mesurables directement, si bien qu'il est souvent difficile d'évaluer leur contribution au succès – ou à l'échec – d'un projet. Bien que leur effet ne se déploie qu'à long terme, les facteurs « soft » sont déterminants pour qu'une école continue de fonctionner au delà de la cessation de l'aide, par exemple, ou pour qu'elle serve de modèle à d'autres.

De projet de développement à modèle

Dans la coopération avec l'Europe de l'Est en particulier, l'action de la DDC en faveur de l'état de droit et de la démocratie déploie des effets multiples et alimente souvent les politiques nationales. Ainsi, en Bosnie-Herzégovine, des lignes directrices pour la planification du développement communal ont été développées dans le cadre d'un projet local d'adduction d'eau, puis approuvées par le gouvernement et recommandées comme modèle à toutes les administrations communales du pays. Un enjeu clé de ces lignes directrices est la participation des citoyens, en particulier des groupes de population souvent exclus, à savoir, les minorités, les personnes déplacées revenues dans leur région et les femmes.

En Albanie, les autorités régionales ont reconnu pour la première fois en 2009 les plans de développement communaux. La prochaine étape consiste à concevoir un plan de développement régional qui intègre les plans communaux. En Serbie occidentale, sept communes ont instauré des administrations fiscales locales avec le soutien de la DDC. Alors qu'en 2006, leurs recettes fiscales locales

étaient encore nulles, en 2009 elles ont pu prélever déjà des taxes et impôts locaux à hauteur de 5% à 25% de leur budget communal.

Exemple

Contribution à une plus large autonomie locale en Ukraine

Depuis plus de dix ans, la DDC aide l'Ukraine à améliorer la gouvernance locale et donc la prestation de services publics dans les petites villes et dans les régions rurales. Le *Programme des Nations Unies pour le Développement* (PNUD) et des partenaires nationaux participent à la mise en œuvre de ce projet.

Le projet d'aide à la décentralisation a été élaboré en 2006 à la demande du président ukrainien alors en fonction. Une société de consulting suisse expérimentée en a assuré la mise en œuvre. Conjointement avec un projet complémentaire du PNUD, des résultats impressionnants ont été obtenus ces quatre dernières années :

- quelque 350 000 personnes bénéficient d'un meilleur accès à l'eau et à d'autres services communaux. La DDC a soutenu certains projets d'infrastructures à hauteur d'environ 1 million CHF ;
- quelque 1000 fonctionnaires d'administrations locales et régionales ont été formés à la planification, à la budgétisation et à la gestion de services publics selon un mode participatif ;
- grâce à un conseil technique, une contribution précieuse a été apportée à des concepts de réforme pour la réorganisation administrative du territoire et l'autonomie de l'administration locale ;
- la DDC a soutenu l'Académie nationale de l'administration publique pour la formation des fonctionnaires ;
- le bureau de coopération de la DDC à Kiev a maintenu un dialogue politique régulier avec le gouvernement central tout au long de la période d'instabilité politique de ces dernières années, et a contribué à la coordination entre le gouvernement et d'autres donateurs internationaux.



Réunion d'une communauté forestière, Népal.



Un comité électoral élit ses membres au Kosovo.

Réforme de l'Etat et décentralisation

Depuis les années 1990, tous les pays partenaires de la DDC ont lancé des processus de décentralisation, avec des degrés d'application et de réussite variables. La promotion d'une structure administrative décentralisée requiert souvent des réformes profondes de l'Etat et s'accompagne du renforcement de l'autonomie des communes et de la participation des citoyens. De tels processus durent des décennies et sont souvent risqués, car il y va aussi des intérêts politiques, des jeux d'influence et de l'accès aux ressources.

En matière de décentralisation, un rôle important est tenu par les réformes fiscales, sachant que la plupart des communes ne disposent guère de leurs propres impôts ou recettes fiscales mais qu'elles ont besoin de moyens financiers pour assumer leurs tâches. S'appuyant sur les expériences du fédéralisme, de l'autonomie communale et des mécanismes de péréquation financière ainsi que sur le système suisse comme modèle, la DDC apporte dans les pays partenaires de l'Est et du Sud une importante contribution qualitative aux discussions sur les réformes. Souvent, les progrès sont réalisés par petites étapes. Durant la période sous revue, la contribution de la Suisse a permis d'obtenir des résultats notables en particulier au Rwanda, au Burundi et au Mozambique. Au Rwanda, par exemple, l'introduction du principe de subsidiarité peut être attribuée à la Suisse ; au Mozambique, la DDC a assuré un rôle de chef de file dans le secteur de l'eau et des infrastructures sanitaires ; et au Burundi, elle a conseillé directement le Ministère chargé de la décentralisation.

Les droits humains – le socle de la démocratie

Le bon fonctionnement d'une démocratie nécessite des organisations et des institutions à même de garantir l'état de droit, mais aussi d'une société citoyenne qui connaisse ses droits et ses devoirs et qui puisse les exercer. A divers niveaux et dans différents domaines, la DDC a apporté une aide axée sur la pratique. La formation initiale et continue des élus et des fonctionnaires est un instrument clé régulièrement mis en œuvre avec succès par la DDC, qui a aussi conçu des offres de formation en matière de citoyenneté et d'éducation civique pour la population. Entre 2008 et 2010, 169 cours d'éducation civique ont été dispensés au Vietnam. Dans l'Etat indien du Maharashtra, où 30 000 personnes et 4000 organisations villageoises ont pris part à des séances d'information sur des thèmes ayant trait à l'administration communale, de grands progrès ont été enregistrés en ce qui concerne l'élection de femmes aux Conseils législatifs communaux. En règle générale, la DDC a réagi aux demandes avec souplesse et pragmatisme : des institutions et organisations de tout genre ont bénéficié de contributions au développement, à l'instar d'organisations de base (Tchad), d'organes législatifs (Burundi), de l'appareil judiciaire (Rwanda), de la police nationale (Afghanistan), du Conseil pour les droits de l'homme (Bolivie), d'organisations de défense des droits de l'homme et du Conseil des ministres (Pérou) et d'organes chargés de la décentralisation de la loi sur l'aménagement territorial (Nicaragua).

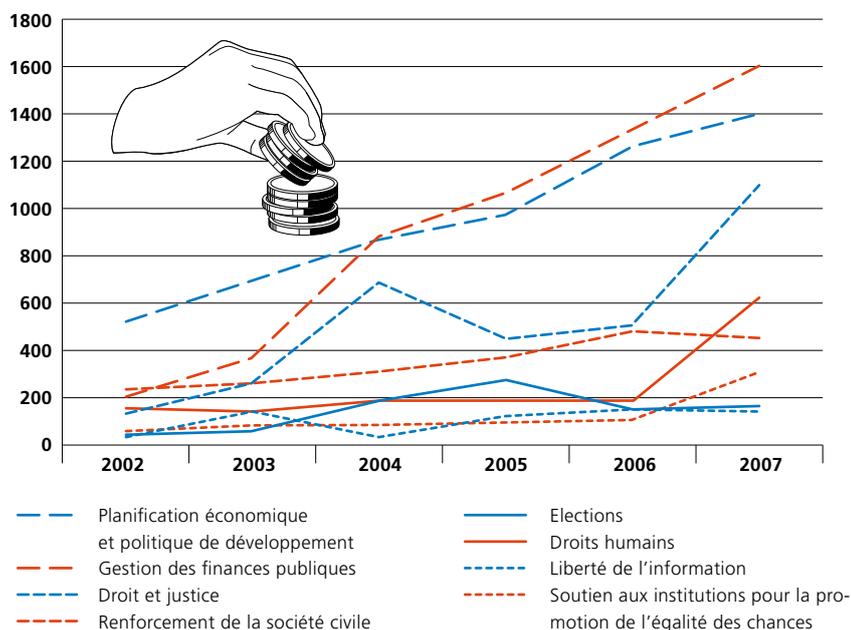


Les villageois s'inscrivent sur les listes électorales en Afrique de l'Ouest.



L'entretien des routes par les membres d'une communauté au Nicaragua.

Dépenses des donateurs membres du CAD pour le renforcement de la gouvernance, 2002–2007, en mio de USD



Source : OCDE CAD, Rapport sur la coopération au développement 2010

Exemple

Des projets de la DDC ont donné diverses impulsions à la démocratisation en Bolivie ces 25 dernières années

Dans le cadre du processus de décentralisation en cours en Bolivie, la DDC a soutenu, dans un tiers des communes, la formation de petits paysans et d'autres groupes de population défavorisés. Cet engagement avait pour objectif leur participation accrue à la vie politique et économique et, ce faisant, l'amélioration de leurs conditions de vie. Durant la période 2006–2010, une organisation de citoyens bolivienne ayant participé activement à l'élaboration du Plan national des droits de l'homme a été soutenue à hauteur de 420 000 CHF : dans ce cadre, 8200 personnes ont été formées, dont 40% de fonctionnaires, d'agents de police et de militaires.

La Suisse a aussi aidé la Bolivie dans la rédaction du premier rapport de la société civile à l'intention du *Conseil des droits de l'homme* des Nations Unies. Lorsqu'il est question des droits des peuples autochtones, la DDC est un interlocuteur clé du gouvernement et de la communauté des donateurs. Elle participe aussi au dialogue politique sur ce thème. Elle a ainsi pu attirer l'attention au niveau national et international sur la problématique du travail forcé et de l'esclavage moderne concernant l'ethnie autochtone des Guarani. Les droits civiques de quelque 2000 familles ont pu être réinstaurés, et 150 000 hectares de terre leur ont été attribués. Des centaines d'ouvriers et ouvrières agricoles ont même, reçu un salaire pour la première fois de leur vie. Pour la mise en œuvre du Plan national des droits de l'homme, la DDC a conclu des contrats avec six ministères, dont le Ministère de l'intérieur (police), du travail (conditions de travail des travailleurs migrants et des ouvriers agricoles) et de la justice (droits des minorités).

A long terme, le renforcement de l'état de droit, du respect des droits humains et du système judiciaire ne peut que faire diminuer le niveau de pauvreté. En tant que représentante de la démocratie suisse, la DDC est un partenaire crédible quand il s'agit de réformer l'Etat, renforcer les droits humains et permettre aux gens de vivre dignement. Cet engagement est important aujourd'hui et va le rester pour longtemps.

F

Eau



La DDC encourage un accès équitable à l'eau et à l'assainissement de base pour les pauvres, un droit humain fondamental qui est essentiel dans la lutte contre la pauvreté et pour le développement durable.

Elle répond ainsi au mandat décrit dans les Messages, qui prévoient aussi un renforcement des institutions, la protection des ressources en eau ainsi que la construction et la rénovation des infrastructures. La mise en relation de l'aide d'urgence, de la reconstruction et d'interventions à plus long terme se traduit par une collaboration étroite entre la coopération au développement dans le Sud et l'Est et l'Aide Humanitaire.

Au cours de la période sous revue, la Suisse a investi en moyenne 68 millions CHF par an dans le secteur de l'eau. Annuellement, 370 000 personnes au moins ont eu un meilleur accès à l'eau potable, à une sensibilisation aux règles de l'hygiène et à des infrastructures sanitaires de base. Plus de 30 000 personnes ont pu avoir accès aux bienfaits de l'irrigation.

En juillet 2010, l'Assemblée générale de l'ONU a reconnu le droit à l'eau et à l'assainissement comme un droit humain. Signés par la Suisse, les Objectifs du Millénaire pour le développement prévoient de réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de personnes qui n'ont pas d'accès sûr à l'eau potable et à des installations sanitaires. L'eau est indispensable à toute vie humaine, animale et végétale ainsi qu'au fonctionnement des écosystèmes naturels.

Dans le secteur de l'eau, la DDC s'engage dans quatre domaines clés :

- l'approvisionnement en eau potable ;
- l'accès à des installations sanitaires de base ;
- l'adduction d'eau pour la production alimentaire et l'élevage ;
- la protection d'écosystèmes et de bassins versants.

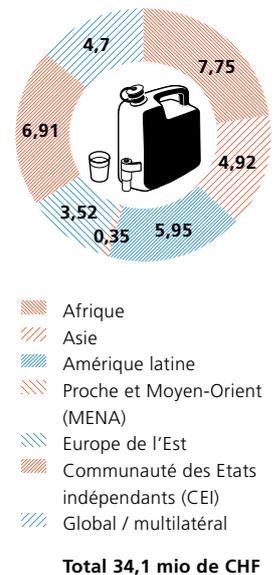
La priorité est donnée à l'accès équitable à l'eau. La DDC consacre 70% des fonds alloués à ce secteur aux régions rurales, où les programmes peuvent avoir le plus d'impact sur l'amélioration des conditions de vie et la sécurité alimentaire. La DDC participe aussi à l'élaboration de solutions internationales à des problèmes comme le manque d'eau et les conflits transfrontaliers pour la gestion des ressources.

Les systèmes d'approvisionnement en eau mis en place par la Suisse ont amélioré la vie de nombreux individus. Au Nicaragua, 285 000 personnes ont accédé à de l'eau potable au cours des 25 dernières années. Au Niger, 700 000 personnes ont profité des projets suisses depuis leur lancement en 1978. Souvent, ils ont donné lieu à des améliorations importantes surtout pour les femmes : en réduisant le temps qu'elles passent à aller chercher de l'eau, ils permettent à nombre de filles d'avoir une scolarité régulière. Les programmes de la DDC ont favorisé la participation des femmes aux affaires de la commune, par exemple dans les comités de gestion de l'eau. La Suisse joue également un rôle de précurseur dans l'amélioration des infrastructures sanitaires de base. Elle a perçu très tôt l'importance d'améliorer simultanément l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

L'Aide Humanitaire de la DDC apporte aussi des contributions importantes dans le secteur de l'eau, en s'engageant pour la prévention des catastrophes comme les inondations et en apportant une aide immédiate en cas d'urgence. Cette dernière peut être intégrée progressivement dans des programmes de développement durables, là où ils existent.

La DDC atteint ses effets avec un bon rapport coûts-bénéfices. Une analyse de dix programmes dans le secteur de l'eau menés par la Suisse dans neuf pays (Rapport sur l'efficacité, DDC, 2008) a révélé que chaque franc investi génère un bénéfice social et économique d'au moins 3 à 5 CHF.

Dépenses par région 2007–2008, en mio de CHF. Valeur moyenne des dépenses bilatérales et des programmes multilatéraux ciblés



En 2008, environ 2,6 milliards d'individus n'avaient pas accès à des installations sanitaires améliorées. Si cette tendance se poursuit, et au vu de la croissance démographique, ce chiffre passera à 2,7 milliards d'ici 2015.

Le revenu des familles a un impact important sur la santé. Une analyse des enquêtes menées auprès des ménages d'Afrique sub-saharienne pendant la période 2005–2008 indique que les 20% des ménages les plus riches de la population ont presque cinq fois plus de chances de disposer d'installations sanitaires améliorées que les 20% les plus pauvres.

Source : Rapport OMD 2010

Technique peu coûteuse pour des interventions humanitaires

La Suisse a réagi rapidement aux inondations survenues au Pakistan à l'automne 2010, entre autres par une aide d'urgence du *Corps suisse d'aide humanitaire* (CSA), qui s'est engagé dans des projets de distribution et désinfection d'eau potable pour près de 250 000 personnes. Cette mission a eu recours à 70 appareils WATA conçus par une ONG suisse, qui permettent de produire aisément du chlore par électrolyse d'eau salée – la solution de désinfection d'eau la plus simple et la moins coûteuse à ce jour. Ces appareils fonctionnent aussi avec des piles, ce qui rend leur utilisation possible dans des régions reculées. Après une courte formation des collaborateurs pakistanais, le chlore a pu être produit rapidement à des coûts minimes et a servi à la désinfection de réservoirs d'eau, de sources et de conduites. Au Pakistan, ces appareils permettront aussi d'approvisionner de larges groupes de la population qui, malgré les progrès, restent privés d'eau potable salubre, même en dehors des périodes d'inondations.

Solutions globales ancrées à l'échelle locale

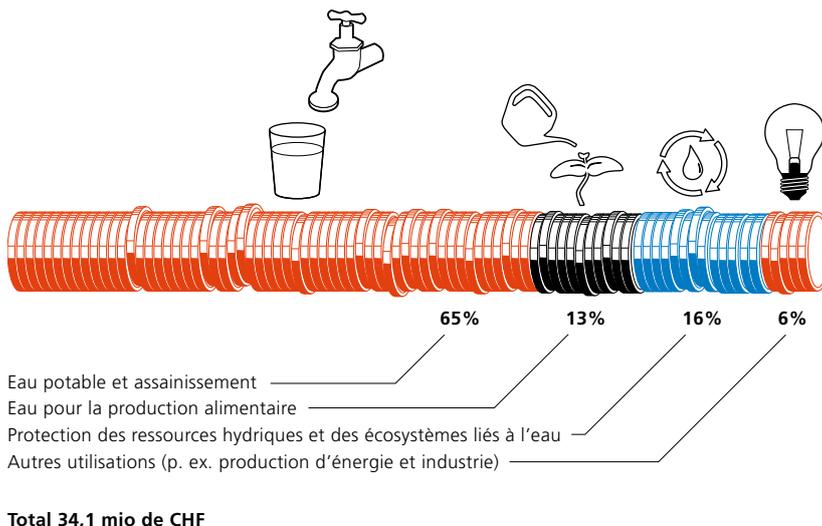
La DDC soutient le développement et l'introduction de technologies simples. Adaptées aux besoins locaux, elles sont abordables pour les groupes de population, qui peuvent aussi en assurer la maintenance. Grâce à des coopérations avec des entreprises privées locales, la commercialisation et la distribution sont efficaces. La DDC élabore ses projets en étroite collaboration avec la population ainsi qu'avec des commissions locales et nationales, par exemple les autorités gouvernementales en charge de l'eau et les entreprises de distribution. En outre, à travers la formation ciblée de spécialistes, elle contribue à la professionnalisation du secteur.

Au Niger, la Suisse s'engage en faveur du développement de capacités institutionnelles, de systèmes d'approvisionnement en eau et d'installations sanitaires. Dans les régions d'intervention, 300 points d'eau installés entre 2008 et 2010 approvisionnent 75 000 personnes et d'innombrables animaux de rente.

Grâce à l'action conjuguée de la DDC et de ses partenaires locaux, les communes ont décidé elles-mêmes de leurs priorités d'investissement. Elles assument jusqu'à 40% des coûts d'investissement pour l'approvisionnement en eau. Le financement décentralisé des projets par les communes et le transfert de compétences décisionnelles clés des ministères vers les communes ont permis de construire en peu de temps de nombreux points d'approvisionnement. L'implication de la main-d'œuvre locale aux travaux a généré d'autres avantages pour les communes, qui sont devenues ainsi les piliers du pro-

Dépenses par domaine 2007–2008, en %

Valeur moyenne des dépenses bilatérales et des programmes multilatéraux ciblés



Dépenses par acteur 2007–2008, en mio de CHF

Moyenne des dépenses totales, 2007–2008



Dépenses selon le type de soutien 2008, en %

Formation, soutien d'institutions („Software“)	53%
Infrastructure	47%

Pour atteindre ses objectifs dans le secteur de l'eau, la DDC appuie l'amélioration des infrastructures, la formation et l'amélioration des capacités institutionnelles.

cessus de réforme étatique et de la décentralisation de projets d'infrastructures.

Dans le cadre des projets de la DDC, 30 000 personnes en Moldavie et 40 000 au Nicaragua ont été informées sur les interactions entre la qualité de l'eau potable, l'hygiène et la santé, ainsi que sur la gestion efficace de l'eau. Au Mozambique, des cours de longue durée ont été dispensés à des spécialistes du secteur de l'eau, qui ont obtenu des bourses pour y participer ; ces cours se sont révélés plus efficaces que les formations courtes. 60% des 730 personnes formées ont trouvé un emploi.

Exemple

Technologies hydrauliques simples et efficaces pour le Bangladesh

Au Bangladesh, la Suisse a soutenu l'installation de pompes manuelles faciles à construire pour le pompage d'eau souterraine. La conséquence a été un net recul dans tout le pays des maladies liées à l'eau (dont les diarrhées et le choléra) et, parallèlement, des absences au travail pour maladie. Les coûts relatifs pour l'économie ont diminué. La production locale des pompes a favorisé l'émergence de filières avec des produits bon marché, qui ne requièrent un soutien que pendant la phase de lancement.

La DDC a aussi encouragé au Bangladesh l'utilisation de pompes à pédale (treadle pumps) fabriquées localement pour l'agriculture. Dans l'intervalle, 1,3 million d'exemplaires ont été vendus, chacun générant un revenu supplémentaire d'environ 100 USD par saison. Les pompes ne coûtant que 25 USD et étant faciles à fabriquer et à installer, leur distribution est autofinancée. La lutte contre la pauvreté n'est donc pas incompatible avec l'esprit d'entreprise.

Large impact et rayonnement international

En dépit d'un budget relativement limité, la DDC est capable d'amener des thèmes de portée mondiale et régionale dans le dialogue politique dans le domaine de l'eau. En collaboration avec la *Swedish International Development Agency (SIDA)*, elle a lancé en 2010 l'initiative *Water Security in the Middle East*, par laquelle elle entend – tout comme avec ses projets dans la vallée de Ferghana en Asie centrale, ou en Afrique australe – contribuer progressivement à un désamorçage des conflits transnationaux en matière d'eau.

Dans nombre de pays, dont le Pérou, le Niger, la Moldavie, l'Ouzbékistan, le Kosovo, le Nicaragua et le Mozambique, la DDC a pris le leadership thématique dans le secteur de l'eau au sein des organisations de développement. A ce titre, elle encourage l'élaboration et l'adaptation de stratégies et de lois nationales ainsi que l'harmonisation des activités d'autres donateurs. La DDC s'engage aussi dans le dialogue entre les différents acteurs concernés, y compris les gouvernements locaux et les organisations de base. En matière d'approvisionnement en eau décentralisé en zone rurale et de traitement des eaux usées dans les petites villes, elle assure en partie l'exercice du leadership thématique, la conduite du dialogue politique et la promotion de l'échange d'expériences et de savoir dans le cadre de réseaux stratégiques. Le travail de lobbying de la DDC en faveur d'une amélioration des infrastructures sanitaires de base en est un exemple supplémentaire. Après des années de préparation et grâce au soutien financier de la DDC, le *Water Supply and Sanitation Collaborative Council (WSSCC)* a été créé. Il a pour but d'améliorer l'accès aux infrastructures sanitaires. Dans le même domaine, la DDC apporte aussi un soutien considérable au *Programme eau et assainissement (WSP)* de la Banque mondiale. Dans ses propres projets, la DDC a affecté ces dernières années une part croissante de ses fonds à l'amélioration des infrastructures de base.

Organisation de la distribution d'eau et utilisation efficace de l'eau

Dans la vallée de Ferghana, qui traverse l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, l'agriculture est tributaire de l'irrigation. En raison de déficiences techniques du système de canalisation, d'une mauvaise distribution et de la déviation illégale de l'eau d'irrigation, seuls 50 à 60% de l'eau étaient acheminés vers les utilisateurs finaux, en particulier ceux en bout des canaux.

Dans le cadre d'un projet de gestion intégrée incluant l'irrigation, l'eau potable et l'évacuation des eaux usées, la DDC a clarifié les processus auprès des institutions et contribué à une réduction des besoins en eau de 20%



Au Niger, les communes décident de leurs priorités, ainsi plusieurs points d'eau ont pu être réalisés en très peu de temps.



Les pompes manuelles construites sur place à moindre coût donnent une impulsion à l'artisanat local.



Participation de la population à l'excavation d'égouts en Moldavie.

et à une amélioration durable de la distribution. Malgré une diminution générale de l'eau affectée à l'irrigation par unité de surface, le revenu des exploitants a augmenté, de 10–15% en Ouzbékistan et jusqu'à 100% au Tadjikistan. En plus, le processus rampant de salinisation des sols a été enrayeré. Une réglementation transparente de l'utilisation de l'eau a contribué à une nette réduction des conflits entre les consommateurs. De 2003 à 2008, quelque 150 000 habitants de la vallée de Ferghana ont eu accès à un système d'irrigation, ce dont ont bénéficié 680 000 personnes au total sur 1700 km². Constatant que seuls 56% des consommateurs paient les taxes aux autorités et que le financement durable des installations n'est pas assuré, la Suisse prévoit de former des groupes de consommateurs ou des entreprises d'exploitation locales ; cette initiative ne portera ses fruits qu'à plus long terme.

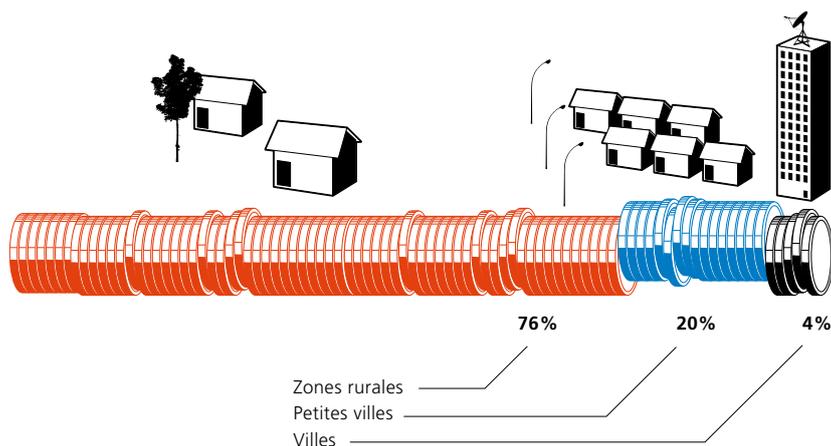
La Suisse promotrice d'une gestion intégrée de l'eau

La DDC s'appuie sur le programme de *Gestion Intégrée des Ressources en Eau* (GIRE), qu'elle a codéveloppé et représenté à l'échelle internationale, par exemple en tant que membre fondateur des *Global Water Partnerships* (GWP). Le GIRE est aujourd'hui mis en œuvre dans le monde entier, étant admis que dans le domaine de l'eau en particulier, la durabilité des effets d'un projet est liée à la prise en compte de nombreux facteurs. Par exemple, dans le Sahel, la DDC met en relation la construction de puits avec la mise en place des conditions cadres juridiques (p. ex., une réglementation des droits en matière d'eau) et avec la prise en compte de conditions préalables institutionnelles (p. ex., la création de comités de citoyens qui participent aux décisions d'investissement et qui par la suite s'occuperont de l'entretien des infrastructures). Elle stimule aussi l'économie locale par l'adjudication de marchés et veille à l'exploitation durable des installations en formant des experts et en soutenant des institutions. Enfin, des mesures prises dans l'élevage permettent d'éviter que les puits ne conduisent à un surpâturage et à la destruction de l'écosystème, et qu'ils ne mettent ainsi en péril l'approvisionnement en eau à long terme.

Eau et santé

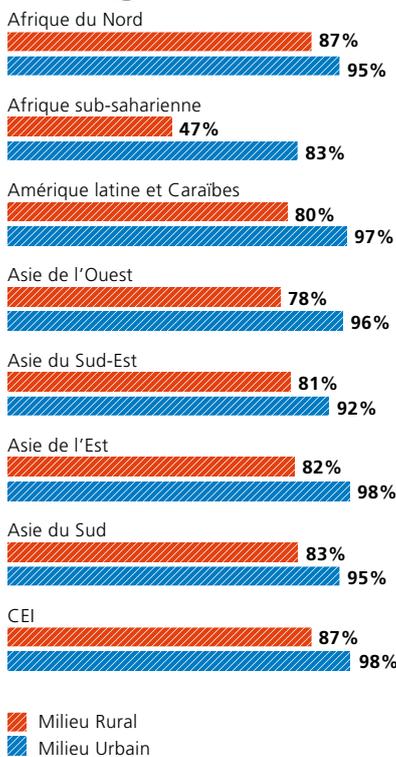
- L'absence d'eau potable et une hygiène insatisfaisante sont à 80% responsables de maladies dans les pays en voie de développement.
- 1,8 millions d'enfants meurent chaque année suite à des diarrhées causées par l'eau insalubre et l'hygiène insatisfaisante, ce qui représente 5000 enfants par jour.
- Mondialement, 800 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable.
- 2,6 milliards de personnes n'ont pas accès aux services sanitaires de base.

Eau, répartition ville/campagne des dépenses 2007–2008, en %



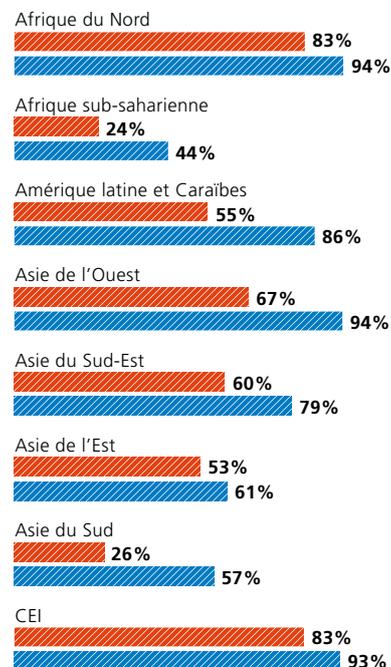
La majorité des dépenses dans le domaine de l'eau concerne des projets en zone rurale. Ces dernières années, les dépenses pour les activités dans les petites villes ont légèrement augmenté, alors qu'elles sont restées minimales dans les zones urbaines.

Pourcentage de la population avec un meilleur approvisionnement en eau en 2008, en %



Source: Rapport OMD 2010

Pourcentage de la population avec un accès à des installations sanitaires améliorées en 2008, en %



Un droit humain : eau propre et installations sanitaires

Le 28 juillet 2010, l'Assemblée générale de l'ONU a reconnu l'accès à une eau propre et à des installations sanitaires comme un droit humain. Proposée par la Bolivie, cette résolution a été approuvée à l'unanimité, avec l'abstention de 41 Etats sur les 163 présents. À part la Suisse, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, et la Norvège ont approuvé la proposition, dont la préparation avait été fortement soutenue par la Suisse.

L'eau est la base de toute vie, qu'il s'agisse d'eau potable ou d'eau d'irrigation pour la production alimentaire ; elle est la base par excellence du développement durable à l'échelle mondiale. Or, tout le monde n'a pas un accès assuré à de l'eau propre. Y remédier est l'une des tâches principales de l'aide au développement, et donc aussi de la DDC. Grâce à la contribution de la DDC, quelque 370 000 personnes reçoivent de l'eau potable chaque année, ce sont donc 370 000 personnes qui vivent plus sainement. À la DDC, l'eau reste un sujet inépuisable.

G

Aide humanitaire



Dans le cadre de l'aide humanitaire, la Suisse s'engage dans le monde entier en faveur des victimes de conflits armés et de catastrophes naturelles. La mobilisation après le séisme en Haïti en janvier 2010 est l'opération d'aide d'urgence la plus importante jamais menée par la DDC. Conformément au Message du Conseil fédéral de 2006, son mandat inclut la prévention et la réduction des risques, la reconstruction après une catastrophe et le plaidoyer pour les victimes. Puisque la fréquence des catastrophes naturelles s'est accrue ces dernières années, la protection de la population et la réduction des risques ont gagné en importance. La DDC s'appuie sur son expérience du terrain pour développer de nouveaux instruments et processus de prévention mondialement reconnus. Sur les quelque 300 millions CHF annuels consacrés à l'Aide Humanitaire de la DDC de 2006 à 2010, deux tiers ont été dépensés par l'intermédiaire d'organisations internationales, le dernier tiers a été alloué à des actions propres.

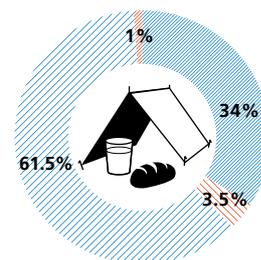
Le mandat de l'Aide Humanitaire de la DDC consiste principalement à sauver des vies et à soulager des souffrances – dans le monde entier, de manière neutre et impartiale, et sans aucune condition politique. La DDC exécute son mandat en s'appuyant sur sa large expérience dans la mise en œuvre directe et son grand réseau de partenaires, ce qui lui confère de l'importance sur la scène internationale. Dans l'aide humanitaire, ses activités portent sur quatre domaines corrélés, qui correspondent par analogie aux phases avant, pendant et après un événement :

- la prévention des catastrophes a gagné en importance ces dix dernières années ; les concepts de prévention sont élaborés sur la base des expériences faites dans l'aide d'urgence ;
- l'aide d'urgence protège et sauve des vies humaines exposées à une menace sérieuse ;
- souvent, les premières étapes de la reconstruction interviennent pendant l'intervention d'aide d'urgence. Il n'est pas rare que les mesures prises à court terme fassent ultérieurement l'objet de projets de coopération au développement à long terme ;
- une attention particulière est accordée au plaidoyer en faveur des victimes de violences et de catastrophes.

Le Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) est une spécificité suisse. Ce corps de milice de plus de 600 experts issus d'horizons professionnels divers et mobilisables en tout temps permet d'intervenir sur le terrain de manière rapide et professionnelle dans le monde entier. Au cours de la période allant de 2006 à 2009, le CSA a totalisé 117 376 jours d'intervention, ce qui signifie que chaque jour des quatre dernières années 80 membres en moyenne étaient en action – en 2010, leur nombre avoisinait la centaine !

Enfin, la DDC s'engage en faveur de la mise en œuvre de normes de qualité globalement reconnues pour l'aide d'urgence et pour une bonne coordination des interventions des différents acteurs.

Jours d'engagement à l'étranger du Corps suisse d'aide humanitaire, 2009, en nombre de jours et pourcentage



Détachements	10 650 jours
Chaîne suisse de sauvetage	1090 jours
Actions bilatérales	19 241 jours
Equipes d'intervention d'urgence	285 jours

Total 31 266 jours d'engagement

Les membres du Corps suisse d'aide humanitaire effectuent le plus grand nombre de jours à l'étranger dans le cadre d'actions directes de longue durée, suivent les engagements dans les organisations de l'ONU (détachements). Les engagements de la Chaîne suisse de sauvetage et des équipes d'intervention d'urgence ont une durée maximale de 3 semaines.

Détachements (secondments)

En période de crise, les grandes organisations internationales ont de grands besoins en personnel et apprécient le professionnalisme du CSA. Lorsque cela est possible, l'Aide Humanitaire met des experts du CSA à leur disposition. Les détachements sont un instrument important de l'engagement de la Suisse dans l'aide humanitaire : additionnés les uns aux autres, ils ont représenté 34 postes à plein temps en 2010.

Aide d'urgence – opération d'enver- gure en Haïti

Le séisme survenu en Haïti le 12 janvier 2010 a fait entre 250 000 et 300 000 morts et autant de blessés, et laissé plus d'un million de survivants sans-abri. La DDC a défini ses domaines d'intervention prioritaires sur la base de clarifications effectuées sur place en coordination avec les autres intervenants. Elle s'est concentrée sur l'aide médicale d'urgence pour les mères et les enfants : en trois mois, 49 professionnels venant de Suisse ont traité près de 800 patientes, dont 245 femmes à un stade de grossesse avancé, qui ont accouché sous leur surveillance.

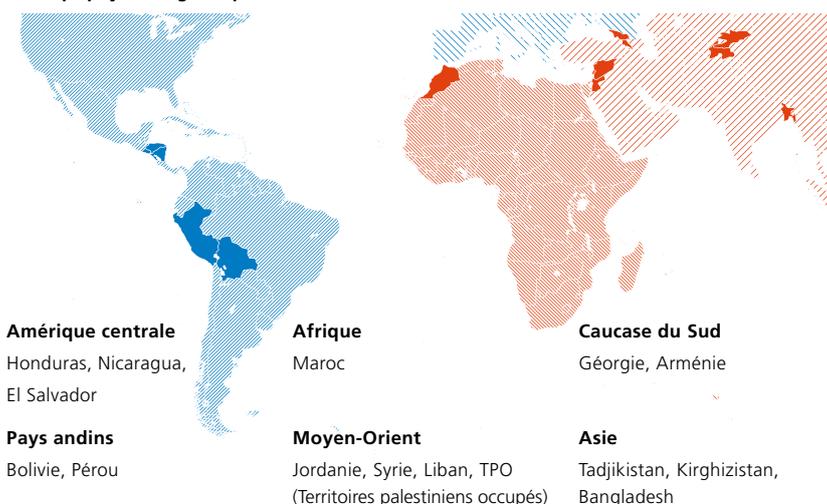
Grâce au programme d'urgence en eau potable lancé fin mai 2010 par la DDC, jusqu'à 50 000 personnes ont été approvisionnées chaque jour en eau potable. En étroite coordination avec les autorités haïtiennes et en collaboration avec une organisation d'aide locale, la DDC a fourni des matériaux de construction à plus de 2000 familles, qui ont construit des logements pouvant abriter quelque 10 000 personnes. Par l'intermédiaire d'organisations partenaires, elle a distribué 435 tentes familiales. Les mesures d'aide d'urgence de la DDC du 12 janvier au 31 mars 2010 ont coûté 11,7 millions CHF. Comme de coutume pour ce genre de missions, ce montant inclut les coûts de l'intervention d'experts suisses dans des organisations internationales comme le *Bureau de la coordination des affaires humanitaires* (OCHA), le *Programme Alimentaire Mondial* (PAM) et le *Fonds des Nations Unies pour l'enfance* (UNICEF). Six mois après le séisme, une équipe d'évaluation externe et indépendante a confirmé le bien-fondé de la stratégie. Bien que la Suisse soit un donateur relativement modeste en comparaison internationale, ses interventions ont eu un impact proportionnellement plus important, grâce à son professionnalisme, à son savoir-faire technique et à ses efforts de coordination.

Conscient de l'importance de la continuité, le Conseil fédéral s'est prononcé clairement, le 24 mars 2010, en faveur d'un engagement à moyen terme en Haïti. Le programme conjoint de la DDC pour la période 2011–2013 met l'accent sur la reconstruction d'infrastructures sociales, la sécurité alimentaire et la prévention des catastrophes.

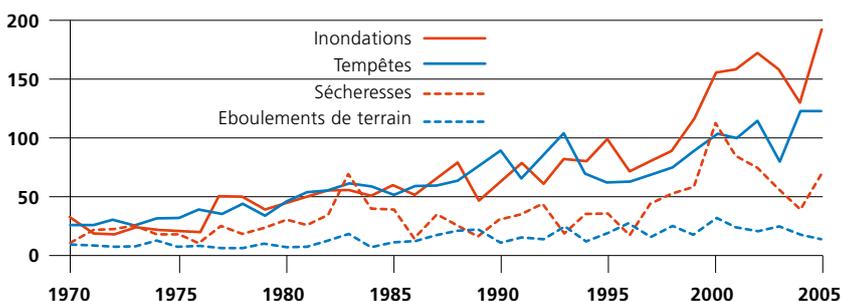
Réduction des risques de catastrophes naturelles

(Disaster Risk Reduction DRR)

Les sept pays et régions pilotes



Le nombre de désastres hydrométéorologiques 1970–2005



Source: FIDA Rapport sur la pauvreté rurale 2011 / ISDR

Dépenses par partenaire 2009, en mio de CHF

Partenaire	mio de CHF
Agences de l'ONU	104,3
Programme alimentaire mondial (PAM)	43,9
Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)	27,2
Office de secours et de travaux des Nations Unies pour le réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNWRA)	12,9
Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (UNOCHA)	11,2
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	2,6
Autres agences onusiennes	6,5
Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	105,7
Engagements bilatéraux et coûts administratifs	93,7
ONG suisses	22,1
Organisations internationales et ONG étrangères	13,9
Actions directes du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) et de la Chaîne suisse de sauvetage	22,6
Coûts d'exploitation et de personnel ainsi qu'investissements en matériel	35,2
Total Aide Humanitaire	303,7

Dans le monde entier, l'Aide Humanitaire suisse coopère étroitement avec des organisations multilatérales et des partenaires internationaux. Deux tiers environ des fonds disponibles sont attribués à des organisations et partenaires internationaux comme le *Comité international de la Croix-Rouge* (CICR) ou le *Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés* (UNHCR).

Aide d'urgence et reconstruction après une guerre ou des conflits civils internes

Aide d'urgence pour les victimes de guerre dans la bande de Gaza

Selon l'ONU, le conflit de 22 jours qui a opposé Israël au Hamas dans la bande de Gaza entre fin 2008 et début 2009 a fait plus de 1300 morts et 5300 blessés dans le camp palestinien – surtout des civils, dont un tiers d'enfants. 18 000 personnes ont perdu leur toit et l'approvisionnement en eau et en électricité a été fortement endommagé.

Le verrouillage de la bande de Gaza par l'armée israélienne a rendu l'accès à la zone très difficile pour les organisations humanitaires. Grâce à sa longue présence sur place, la DDC a pu mettre à contribution son réseau de partenaires et fournir une aide rapide et efficace. Deux équipes d'intervention rapide (EIR) ont défini les besoins les plus pressants, au niveau de l'eau, de l'alimentation, des soins médicaux et du logement.

Une troisième équipe a installé une base logistique au Caire, où elle a acheté du matériel d'une valeur d'environ 1 million CHF (de la nourriture, des articles pour l'hygiène, des matelas et des bâches plastifiées), qui ont été acheminés à Gaza par une voie aménagée par l'ONU. Un soutien psychologique a été offert, en particulier aux enfants. Parallèlement à son engagement bilatéral, la Suisse a soutenu l'UNRWA, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, à hauteur de 3 millions CHF.

Le matériel humanitaire distribué avant le cessez-le-feu a allégé la souffrance de quelque 50 000 personnes, et la distribution de plus de 4000 matelas et couvertures a amélioré les conditions de vie de 7500 personnes au moins.

Reconstruction de l'infrastructure de base au Libéria

Des années après la guerre civile de 1989–2003, le Libéria reste toujours un pays largement dévasté, avec des besoins considérables en matière de reconstruction. Depuis le retour des exilés et des déplacés, une des principales priorités est de reconstruire les infrastructures de base dans le secteur de la santé.

La Suisse a pris la responsabilité de reconstruire l'hôpital Tellewoyan à Voinjama. Après une phase d'études intensives, la reconstruction a duré deux ans et le nouvel hôpital disposant de 120 lits existe depuis le milieu de l'année

2008. La plus grande partie du mobilier a été fabriquée sur place ou achetée sur le marché libérien.

Pour l'acquisition d'équipement médical spécifique, le projet a également profité du recyclage de matériel militaire suisse, p. ex. de lits d'hôpital. Pour assurer le fonctionnement à long terme de l'hôpital et son intégration dans le système national de santé, l'exploitation en a été confiée à l'ONG *International Medical Corps* (IMC), qui collabore étroitement avec le ministère libérien de la santé.

Grâce au nouvel hôpital, les quelque 280 000 habitants du district de Lofa bénéficient de nouveau d'un service médical de qualité. Entre l'ouverture, en mai 2008, et la fin 2009, plus de 19 800 patients ont été traités aux urgences, dont 5750 ont été hospitalisés. Plus de 1300 opérations chirurgicales importantes ont été pratiquées et plus de 770 nouveau-nés sont venus au monde dans le nouvel hôpital Tellewoyan. La qualité de l'établissement se reflète entre autres par le taux de mortalité de 4,5%, étonnamment bas pour un hôpital de campagne.

Protection en cas de catastrophes naturelles

Ces dernières années, la prévention des risques de catastrophes naturelles ou Disaster Risk Reduction (DDR) a progressivement été placée au cœur des priorités de la coopération au développement. Pendant la période sous revue, l'aide humanitaire de la DDC a investi chaque année plus de 10 millions CHF dans la prévention des catastrophes, ce qui a permis d'éviter des dommages de l'ordre de 40 à 70 millions CHF.

La Suisse s'engage activement dans la mise en place de la *Stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles* (ISDR), organisation faîtière des Nations Unies, avec siège à Genève. Elle a présidé le ISDR *Donor Support Group* et soutenu le développement de l'organisation par une contribution annuelle de l'ordre de 1 million USD. Elle a aussi conduit les travaux en vue de l'élaboration de la convention-cadre internationale *Hyogo Framework for Action 2005–2015*.

Face à l'impossibilité d'empêcher les catastrophes naturelles, le *Hyogo Framework* a pour but d'aider les communautés et les individus à mieux s'y préparer. Admettant que les habitants des pays pauvres sont particulièrement vulnérables à ces sinistres, la convention établit un lien étroit entre protection contre les catastrophes et lutte contre la pauvreté, rejoignant sur ce point les principes de la DDC en matière de gestion du risque et des crises. A l'heure actuelle, la DDC est engagée dans sept pays ou régions pilotes, où l'accent est mis sur la prévention des risques de catastrophes naturelles intégrée dans les programmes par pays de la coopération bilatérale. Elle encourage aussi la mise en place de la gestion du risque à l'échelle nationale tout en consolidant les forces d'intervention au niveau local, afin de préparer plus efficacement



En Haïti, la DDC s'est déclarée prête pour un engagement à moyen terme, après l'urgence.



Une victime du tremblement de terre au Pakistan accuse réception d'une tente.



Bangladesh : dans le cadre du programme de reconstruction suite aux inondations provoquées par le cyclone Sidr en 2007, la DDC et la Banque mondiale ont financé la construction d'îlots de sauvetage (bâtiments stables équipés d'une plateforme surélevée) qui, en cas de catastrophe comparable, offriront un abri sûr à 5000 familles pauvres des régions côtières et à leurs animaux.

les pays partenaires aux prochaines catastrophes. A terme, la Suisse aimerait que la prévention fasse partie intégrante des programmes politiques dans les pays pilotes.

Prévenir les catastrophes – l'exemple du Tadjikistan

Le Tadjikistan se trouve dans une région montagneuse où l'activité sismique est très intense. Le risque de catastrophes naturelles tels que séismes, glissements de terrain ou crues est élevé et accru par la présence de bâtiments non parasismiques et une urbanisation incontrôlée dans les zones menacées. Hautement développée pendant l'ère soviétique, la surveillance sismique a été réduite à néant après la chute de l'URSS et la guerre civile à la fin des années 1990.

Lorsque la DDC s'est engagée dans le DRR en 2003 au Tadjikistan, la prévention des risques de catastrophes naturelles était quasi-inexistante. La Suisse s'est donnée comme tâche de soutenir le pays dans la mise en place d'un système de réduction des risques. Ainsi, un système de surveillance sismique national équipé de sept stations de mesure a vu le jour, et des formations en gestion des données ont été organisées. Ces stations assurent la surveillance permanente des activités sismiques, mais servent aussi de base de décision pour la planification de zones d'habitation et d'infrastructures. Les mesures effectuées permettent d'élaborer des normes pour les constructions antisismiques. La DDC est active aussi dans la protection contre les crues. Entre 2004 et 2011, en étroite collaboration avec les ministères de l'éducation et de la santé et le comité national de prévention des catastrophes, elle a, à travers différents projets, sensibilisé plus de 12 000 écoliers dans 1100 écoles aux dangers de la nature et dispensé des formations pratiques à 8600 employés de 220 centres de santé.

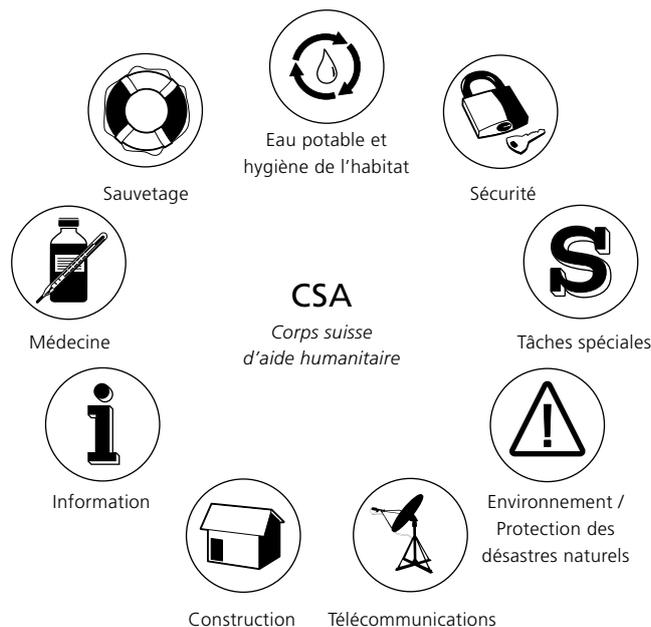
Exemple

Un dispositif qui fait ses preuves

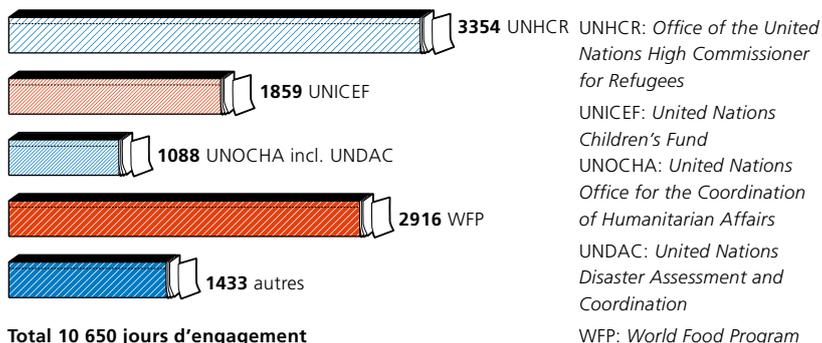
Après le violent ouragan Gamma qui a frappé le Honduras en 2005, la DDC a aidé les autorités provinciales et communales de la région de Colón à développer leurs capacités de protection civile : dans le cadre d'un projet pilote, la mise sur pied, entre 2006 et 2008, de systèmes d'alerte précoce et d'îlots de sauvetage dans dix communes a été complétée par l'élaboration de plans d'évacuation, par des formations à l'évacuation et par la sensibilisation de la population. Lors des intempéries d'octobre et de novembre 2008, le dispositif a fait ses preuves, puisque l'évacuation de quelque 8000 personnes sur un îlot de sauvetage a été entreprise à temps. Il n'y a eu aucun blessé et, de toutes les provinces touchées, Colón est la seule à n'avoir enregistré aucune victime. L'Etat recommande désormais à toutes les communes d'adopter le système testé dans cette région.

Les neuf groupes spécialisés du CSA

Les membres du CSA font partie de l'un ou de plusieurs des neuf groupes spécialisés.

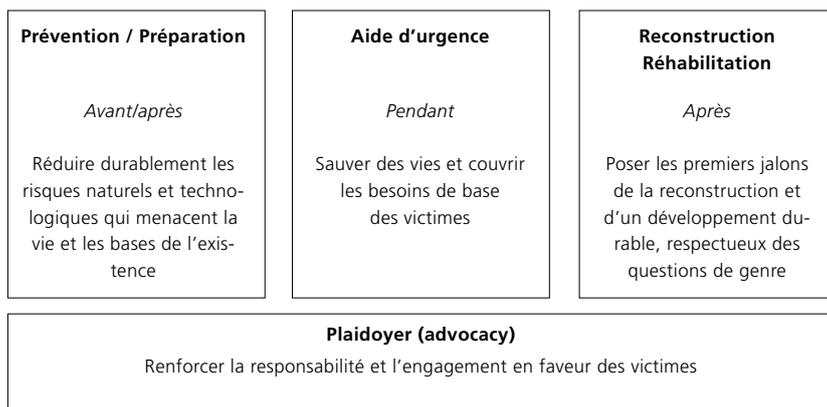


Aide humanitaire et CSA, détachements dans des organisations internationales 2009, en nombre de jours



Par ses détachements, l'Aide Humanitaire de la DDC aide les organisations multilatérales à assurer leur fonctionnement en cas de catastrophe et à combler les manques temporaires de personnel avec des membres du CSA. Les engagements de longue durée des détachements sont un instrument important pour soutenir les organisations de l'ONU engagées dans des crises durables.

Les quatre tâches stratégiques de l'Aide Humanitaire



Plaidoyer – protection des victimes

Ces derniers 10 ans, la DDC a renforcé son engagement en faveur des victimes de violences et de catastrophes, afin que leurs voix soient plus entendues d'une part, et pour mieux s'attaquer aux causes des situations d'urgence d'autre part. Cette activité de plaidoyer trouve sa place dans tous les domaines de l'aide humanitaire. Mis en oeuvre dans la région des Grands Lacs en Afrique orientale, le projet *Femmes et enfants, victimes de violence* en est un exemple. En octobre 2002, à la suite d'un viol collectif d'environ 2000 femmes à Uvira, dans l'est du Congo, un groupe de femmes a sollicité l'aide du bureau de coopération de la DDC. En réponse à leur appel, la DDC a apporté les premiers secours sur place et mis sur pied un programme spécifique pour le suivi des nombreuses victimes de viols commis pendant ce conflit. Elle a aussi lancé une campagne internationale de sensibilisation sur la situation des victimes et les mécanismes des crimes de guerre envers les femmes. L'investissement d'un montant total de 3,8 millions CHF réalisé entre 2002 et 2010 a également favorisé la sensibilisation et l'engagement à l'échelle internationale, ce dont atteste le degré élevé de notoriété acquis ultérieurement par le programme régional de la DDC et la médiatisation répétée de la crise humanitaire de la région des Grands Lacs dans le monde. La communauté internationale des donateurs a été davantage sensibilisée au thème de la violence à l'égard des femmes et plusieurs conférences internationales ont été organisées sur ce sujet depuis 2002. En juin 2008, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté la résolution 1820, qui reconnaît les violences sexuelles commises à l'égard des femmes et des enfants en période de conflit armé comme des crimes de guerre.

Les indicateurs globaux en matière d'alimentation étaient relativement bons en 2008 et 2009, mais suite à la hausse des prix et à des conditions de travail plus difficiles qui ont mené à une baisse des revenus, les populations pauvres ont vu se réduire leur accès aux denrées alimentaires.

Source : Rapport OMD 2010



Victimes de la sécheresse au Mozambique. La population reçoit des bons pour acheter les sémences.

Les compétences clés de la DDC comprennent non seulement la prévention et l'aide en cas de catastrophe, mais encore l'aide à long terme. Grâce au grand professionnalisme et aux connaissances étendues de son personnel humanitaire, la DDC peut intervenir rapidement et efficacement. Les instruments bilatéraux et multilatéraux sont engagés de manière complémentaire. Des moyens modestes en apparence ont un impact important. La DDC compte continuer sur sa lancée.

Reconstruction d'écoles au Pakistan

Au Pakistan, le séisme du 8 octobre 2005 a eu des conséquences dévastatrices. On estime que 80 000 personnes ont perdu la vie et qu'environ 3 millions sont devenues des sans abri. Dans la zone du séisme, une grande partie des infrastructures publiques a été détruite ou gravement endommagée. Après l'aide d'urgence immédiate, l'Aide Humanitaire de la DDC s'est engagée à soutenir le gouvernement pakistanais dans la reconstruction à long terme et le rétablissement des infrastructures éducatives et sanitaires. Les écoles et les établissements sanitaires de base ont été construits, ou reconstruits, de meilleure qualité et surtout dans l'optique de résister aux séismes. Fin 2009, l'Aide Humanitaire de la DDC a construit en tout 71 nouvelles écoles (225 salles de classe) dans les zones rurales des deux districts de Mansehra et Battagram. En chiffres, cela signifie que plus de 9000 élèves disposent à nouveau d'établissements scolaires (école primaire et secondaire). La résistance aux séismes est garantie. La qualité de la reconstruction des infrastructures scolaires a incité l'UNICEF et le *Département britannique pour le développement international* (DFID) à mettre à disposition de l'Aide Humanitaire de la DDC les fonds pour 20 écoles supplémentaires.

H

Partenariats avec les ONG



La DDC travaille en étroite collaboration avec des organisations non gouvernementales (ONG), dont les principales œuvres d'entraide suisses. Ces organisations se distinguent par leur compétence, la qualité de leur travail et leur réseautage local.

Dans les Messages relatifs au développement, le Parlement encourage cette coordination, qui renforce l'impact des actions de développement.

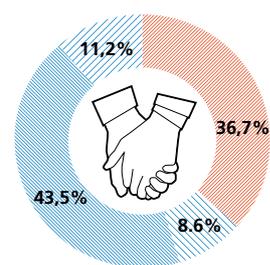
Le développement durable présuppose une bonne collaboration entre un grand nombre de partenaires différents. Dans le monde entier, les organisations qui ne sont rattachées à aucun Etat et qui n'ont pas de but lucratif ont gagné en importance : une société civile forte est une précondition significative pour le développement équilibré d'une société.

Parmi les nombreux partenariats qu'elle poursuit et soutient, la DDC accorde une importance particulière à ceux qui la lient à des organisations de développement privées suisses qui, traditionnellement, sont étroitement liées à la population, jouissent d'un degré élevé d'acceptation et d'un soutien financier considérable grâce aux donations de la population. Du fait de l'attention qu'elles portent à la lutte contre la pauvreté, les ONG suisses sont un partenaire important pour la DDC. Par leur travail, elles jettent un pont entre la population suisse et celle des pays partenaires du Sud et de l'Est.

Au plan international, le travail des ONG suisses est considéré comme innovateur et de qualité ; les organisations d'aide privées sont une vitrine essentielle de la coopération suisse au développement, et renforcent ainsi l'effet de l'aide publique. En outre, elles génèrent et recueillent d'importants fonds propres et font appel à des partenaires divers pour la mise en œuvre des programmes en faveur des plus pauvres. Dans les pays partenaires, les ONG suisses collaborent essentiellement avec des organisations de base locales ; ensemble, elles encouragent le développement et la création de compétences à l'échelon local, et donnent ainsi à la population les moyens d'être autonome. Dans nombre de domaines, la DDC et les organisations d'aide suisses travaillent main dans la main, une démarche qui montre de meilleurs résultats que la politique consistant à faire cavalier seul.

Du fait de leur collaboration plus intense et plus directe avec la population locale que celle de la DDC, les ONG assument souvent une fonction complémentaire et, avec leurs partenaires, mettent en œuvre des solutions pratiques adaptées aux besoins locaux. Lorsqu'ils s'avèrent pertinents, ces projets reçoivent ensuite le soutien d'agences étatiques comme la DDC qui, en contribuant à leur développement, vont permettre d'accroître le nombre de bénéficiaires. Dans le cadre d'un dialogue régulier, la DDC et les ONG suisses partagent leurs expériences et élaborent de nouvelles approches.

Contributions de la DDC aux ONG suisses pour des activités bilatérales en 2009, en %



Contributions de programme :

73 mio de CHF

Contributions pour des projets ou mandats spécifiques :

Aide humanitaire : 17,1 mio de CHF

Coopération au développement : 86,6 mio de CHF

Coopération avec l'Europe de l'Est : 22,4 mio de CHF

Total des contributions aux ONG suisses : 199,1 mio de CHF

En 2009 les contributions de la DDC aux œuvres d'entraide suisses et aux ONG a atteint 199,1 mio de CHF, dont environ un tiers, à savoir 73 mio de CHF, consistait en contributions générales de programmes, et le reste, 126,1 mio de CHF a été attribué à des contributions pour des projets spécifiques et à des mandats directs.

Présentes dans le monde entier, les ONG suisses ont des spécialisations diverses ; certaines d'entre elles collaborent étroitement avec la DDC. Elles contribuent à l'influence de la Suisse dans des domaines comme les droits humains, le développement rural, la santé, la formation, l'amélioration des revenus et la prévention des catastrophes ainsi qu'à la reconnaissance de sa politique de développement.

Un travail de base pour lutter contre la pauvreté

Traditionnellement, la force des ONG réside dans la collaboration directe avec les intéressés et les bénéficiaires. A l'instar de la DDC, les œuvres d'entraide suisses mettent clairement l'accent sur la lutte contre la pauvreté et attachent de l'importance à l'indépendance de leurs partenaires. Pour accroître la qualité de leur action, les organisations d'aide privées se sont par ailleurs spécialisées dans des domaines précis, dans lesquels elles ont développé des compétences élevées.

Les principaux domaines d'activité des ONG suisses sont les suivants :

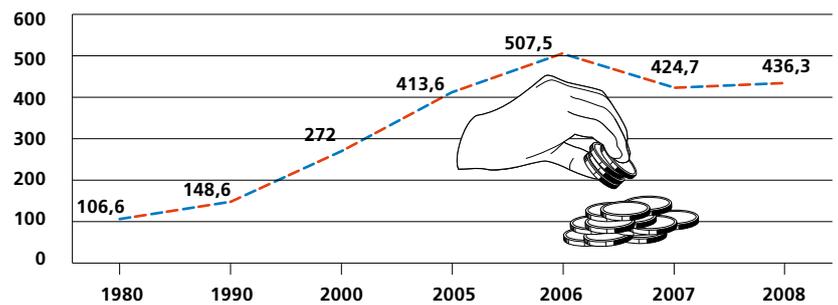
- un engagement mondial en faveur de l'application et du respect des droits humains ;
- la promotion et le renforcement de la santé publique, avec un accent particulier sur les soins de base et l'hygiène ;
- l'éducation pour tous, notamment pour les groupes de population défavorisés, les filles et les femmes ;
- la sécurité alimentaire et l'agriculture, avec des orientations précises, par exemple dans l'amélioration des infrastructures en zone rurale ;
- la génération de revenus par le développement économique, à savoir la promotion des petites entreprises et une formation professionnelle axée sur la pratique ;
- l'aide d'urgence et le soutien à la reconstruction au lendemain de conflits ou de catastrophes.

Projets éducatifs innovants

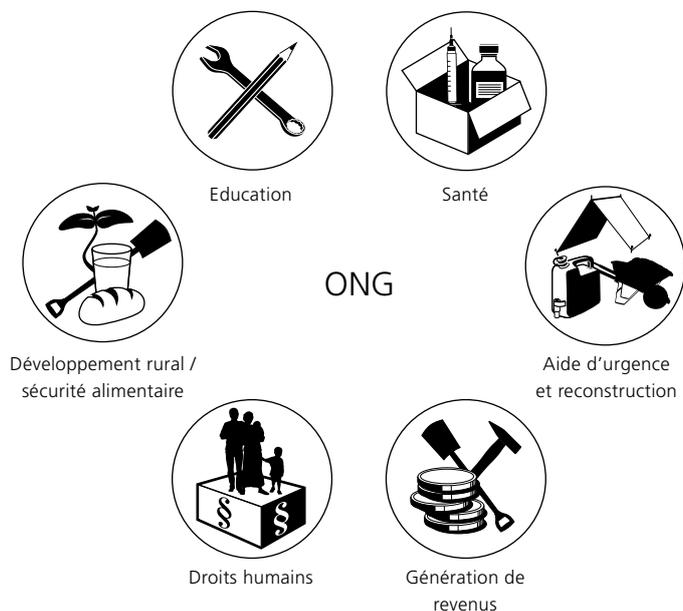
Dans l'éducation, les ONG suisses s'engagent dans le domaine non formel : avec des partenaires locaux, elles développent des approches innovantes afin de donner un accès à l'éducation aux personnes défavorisées. La Fondation *Village d'enfants Pestalozzi*, par exemple, a développé en Europe de l'Est des programmes de formation plurilingues pour les minorités ethniques ainsi que des cours préscolaires et des programmes d'enseignement pour les enfants pauvres qui intègrent l'école tardivement.

La pédagogie du texte, développée par *Enfants du Monde*, est adaptée aux besoins spécifiques des enfants de milieux défavorisés. Les contenus didactiques ont un lien direct avec des situations de vie réelles, ce qui leur confère une utilité pratique immédiate. La méthode a séduit de nombreux partenaires dans le monde entier : elle est enseignée dans des universités au Burkina Faso et au Brésil et a été retenue par le ministère de l'éducation nigérian pour l'élaboration de plusieurs programmes d'enseignements.

Evolution des dons privés aux ONG suisses 1980–2008, en mio de CHF



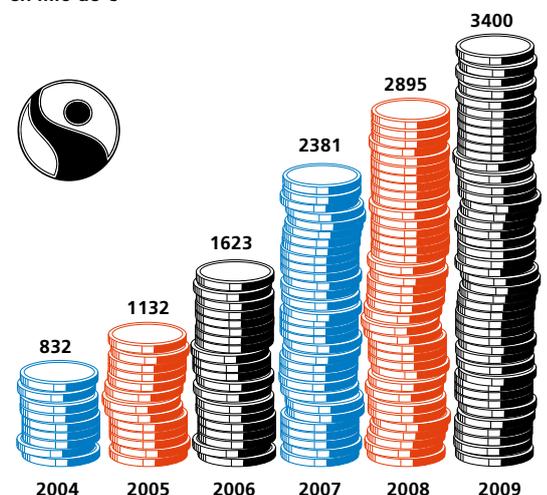
Compétences clés des ONG suisses



Le commerce équitable, un succès aussi en Suisse

À l'échelle mondiale, le commerce équitable a quadruplé entre 2004 et 2009. La Suisse n'en est pas seulement une pionnière, c'est aussi un des pays où le commerce équitable détient les plus grandes parts de marché. Pour les bananes, cette part est de 50%. En 2009, le chiffre d'affaires des produits certifiés équitables dans le commerce de détail et la gastronomie a augmenté de 2,6% pour atteindre 271,9 millions CHF.

Chiffre d'affaires du commerce équitable dans le monde en mio de €



Source: TransFair

Des soins de santé intégrés

Dans le cadre des politiques de santé nationales, les ONG suisses veillent à garantir l'accès aux soins, à l'eau et à l'hygiène aux groupes de population les plus pauvres. Les travaux de longue haleine en vue de la mise en place généralisée de soins de base commencent à porter leurs fruits : de plus en plus de provinces, de districts et de communes ont assumé leurs responsabilités concernant la prévention des maladies infectieuses, l'entretien des points d'eau et de l'habitat selon les normes d'hygiène. A travers ses projets « eau et assainissement » au Bangladesh, la *Croix-Rouge suisse* vise à renforcer les gouvernements locaux ainsi que les communautés villageoises : la planification tient compte des préoccupations de la population, l'adjudication des mandats à des entreprises de construction privées est transparente et les plus pauvres ont voix au chapitre.

Les experts en eau

Outre leurs compétences professionnelles et méthodologiques, les ONG suisses se distinguent pour l'essentiel par des connaissances thématiques spécialisées, qui leur permettent d'offrir une valeur ajoutée élevée dans leur domaine d'intervention. *Helvetas* a mis l'eau au cœur de ses projets et de son travail d'information. Grâce à l'expérience accumulée au fil des décennies, plus d'un million de personnes en Afrique, en Asie et en Amérique centrale ont eu accès, au cours de la période sous revue, à de l'eau potable propre dans le cadre d'un grand projet d'infrastructure. Dans le processus, les organisations de bases locales ont vu leurs compétences renforcées. Grâce au savoir-faire nouvellement acquis, des experts locaux sont désormais en mesure d'amener les préoccupations de la population dans la politique nationale. A travers le dialogue politique et le transfert de savoir dans d'autres pays, la DDC a largement contribué à la réalisation effective de ces objectifs.

« A tout seigneur tout honneur »

Les Dalits (intouchables) continuent d'être discriminés dans la société indienne. Au sein de la communauté, le manque d'estime des hommes à l'égard des femmes est problématique, ces dernières faisant régulièrement l'objet de mauvais traitements. Grâce aux séminaires de formation continue organisés par l'ONG indienne SPMM, une organisation partenaire de *Swissaid*, les hommes, qui battaient et violentaient leurs épouses et voisines, ont changé de comportement. De leur côté, les femmes ont appris à ne plus accepter la violence. Le succès du projet tient au fait que tous les actes de violence sont documentés et rendus publics. Les activistes affrontent les maltraitants et offrent une assistance aux victimes. « A tout seigneur tout honneur » : tel est le message diffusé jusqu'ici dans une centaine de villages, touchant 20 000 personnes directement et 20 000 autres indirectement. Retenu comme modèle, le projet a été répliqué.

Les droits humains au cœur des priorités

Le développement social et économique d'une société est subordonné à des conditions essentielles, dont l'octroi et le respect de droits fondamentaux. En tant qu'organisations citoyennes proches de la base, les ONG jouent un rôle important dans ce domaine. De par leur proximité avec les partenaires locaux et la population, elles peuvent prendre parti et donner une voix aux personnes défavorisées, raison pour laquelle leur appui est très sollicité lorsqu'il s'agit d'imposer l'application des droits humains face à l'Etat ou à une grande entreprise. Les agences de développement gouvernementales comme la DDC doivent tenir compte de leurs partenaires au sein des gouvernements et des organisations multilatérales. Les ONG suisses ont fait des droits humains et de la défense des droits des travailleurs, des personnes sans terre, des femmes et des enfants les fers de lance de la lutte contre la pauvreté et pour un monde plus juste. Elles fondent leur travail sur la définition de droits fondamentaux, tels qu'ils sont prévus dans des traités internationaux et des constitutions nationales. Le droit à l'alimentation, par exemple, exige des gouvernements qu'ils créent les conditions propices à une autosubsistance alimentaire, ce qui implique l'accès à des terres productives. Or, dans nombre de pays, les réformes agraires, pour autant qu'elles existent, ne sont mises en œuvre que partiellement. Dans ces cas, les petits exploitants doivent faire valoir leurs droits devant un tribunal, une démarche pour laquelle ils sont tributaires de partenaires expérimentés.

Le soutien aux mouvements de paysans et de populations sans terre dans leur lutte pour les droits fondamentaux et l'amélioration de leur situation économique est traditionnellement au cœur de la mission des œuvres d'entraide suisses. Celles-ci coopèrent depuis longtemps avec des mouvements sociaux locaux et des ONG œuvrant à la défense des droits des personnes défavorisées. Le renforcement de ces organisations de base, notamment par la formation ciblée d'avocats, un travail de sensibilisation et le lancement de débats politiques à l'échelle régionale et nationale, permet de réaliser des progrès concrets.



Les enfants sont particulièrement vulnérables. Les ONG suisses s'engagent pour leurs droits.

Photo: Rocco Rorandelli/
Terre des Hommes



Les enfants en Europe de l'Est acquièrent de meilleures perspectives pour leur futur.

Photo: Stiftung Kinderdorf
Pestalozzi



La promotion des droits civiques est en bonne position sur l'agenda des ONG.

Photo: *Swissaid*

La lutte contre la traite d'êtres humains

En Bosnie-Herzégovine, au Kosovo et en Ukraine, *Caritas* et ses partenaires locaux s'engagent en faveur des jeunes et des femmes, qui sont particulièrement exposés au risque de la traite d'êtres humains. De 2006 à 2009, des campagnes de sensibilisation et de prévention ont permis d'atteindre directement plus de 45 000 personnes, voire bien plus si l'on tient compte de l'effet de la médiatisation. Dans le cadre de ce programme, 590 victimes de la traite d'êtres humains ont bénéficié d'une aide à la réinsertion après leur retour dans leur pays d'origine ; en Ukraine, 80% des personnes conseillées se sont réintégrées avec succès dans la société.

Le droit à la terre des paysans

L'Entraide Protestante Suisse (EPER) pose l'accès à la terre comme condition de la réalisation du droit à l'alimentation. Elle s'engage en faveur d'une répartition plus équitable de la terre et des parcelles. Cela étant, l'accès à un terrain n'est pas une garantie de revenu, car les personnes qui ont été privées de terre pendant des années ont besoin d'être soutenues avant de pouvoir gérer seules les méthodes de culture, les semences ainsi que la transformation et la commercialisation de leurs récoltes. L'EPER consacre ainsi plus de la moitié de ses projets au développement des communautés rurales.

La protection des enfants

La pauvreté, la désunion et le désespoir offrent souvent un terrain propice au trafic et à l'exploitation des enfants. Sur la base de ce constat, la *Fondation Terre des Hommes* (Tdh) a élaboré des approches mondialement reconnues pour renforcer les liens familiaux et communautaires. Elles incluent des politiques de protection préventive sur le lieu d'origine de l'enfant, une aide aux jeunes victimes ainsi qu'une collaboration nationale et transfrontalière en vue de combattre ces fléaux. En 2009, Tdh s'est engagée pour la protection de plus de 250 000 enfants en situation de détresse, en proie à la violence, à l'exploitation et à de mauvais traitements ou présentant un risque élevé d'en être victimes.

Contributions de la DDC aux programmes d'ONG suisses, en 2010

ONG	mio de CHF
Bethlehem Mission Immensee	1,4
Pain pour le prochain	5,4
Brücke – Le Pont	0,9
Caritas	5,5
E-Changer	1,6
Enfants du Monde	1,1
Action de Carême EPER	3,6
HEKS	4,5
Helvetas	10,7
Interteam	2,5
Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO)	3
Croix-Rouge suisse	3,8
SolidarMed	1
Fondation Village d'enfants Pestalozzi	2,4
Swissaid	5,6
Swisscontact	4,5
Fondation Terre des Hommes	6,1
Terre des Hommes Suisse/Bâle	0,9
Terre des Hommes Suisse/Genève	1
Unité – Association suisse pour l'échange de personnes dans la coopération au développement	1,3
Total	66,8



L'engagement en Suisse

Les ONG suisses œuvrent au respect des droits humains à l'échelle mondiale également dans les pays du Nord, notamment en Suisse. Leur travail d'information et leurs campagnes permettent de pointer du doigt les abus et de montrer des moyens de les combattre. Ce faisant, elles contraignent les gouvernements et les administrations des pays industrialisés, mais aussi les entreprises privées et les consommateurs, à prendre leurs responsabilités. Elles s'engagent surtout pour le droit du travail et des femmes ainsi que pour la protection des enfants. Lancé par des ONG suisses, le label *FAIRTRADE* certifiant que les articles ont été produits dans le respect des droits humains et sont issus du commerce équitable est un instrument hautement considéré à l'heure actuelle, qui a aussi été adopté par les grands distributeurs.

La publication d'informations sur des entreprises qui ne respectent pas les droits fondamentaux est également efficace. Grâce à plus de 160 interventions politiques en Suisse de l'*Œuvre suisse d'entraide ouvrière* (OSEO), par exemple, des normes sociales sont aujourd'hui discutées et prises en considération dans le cadre de mandats et de marchés publics. Différentes communes ont ainsi interdit l'achat de pavés provenant de régions dans lesquelles des enfants sont exploités.

Un projet de *Pain pour le prochain* est lui aussi révélateur de l'effet des campagnes : dans le sillage de l'offensive d'information sur les conditions de travail précaires dans le secteur de l'électronique en Chine, Hewlett Packard a lancé un projet pilote dans le cadre duquel elle a informé 4000 employés de deux sous-traitants chinois de leurs droits en matière de travail. Cette première initiative de formation devrait servir de précédent.

Ancrage local – réseau international

Que ce soit dans le cadre de plateformes, de réseaux spécialisés, d'associations ou d'organisations faitières, les ONG travaillent avec des organisations locales, nationales et internationales. Grâce à leur ancrage dans des organisations ecclésiastiques, les œuvres d'entraide chrétiennes comme *Caritas*, *EPER*, *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* atteignent des millions de personnes dans le monde. En coordonnant son action au sein d'un réseau mondial de Sociétés nationales de la *Croix-Rouge* et du *Croissant-Rouge*, la *Croix-Rouge suisse* (CRS) peut intervenir rapidement en cas de catastrophe. En partenariat avec des organisations locales, de nouvelles approches sont mises en œuvre efficacement dans le domaine de la promotion de la santé.

La DDC collabore avec d'excellents partenaires



Le label de qualité ZEWQ est attribué à des organisations d'utilité publique, telles que les partenaires de la DDC, qui apportent le plus grand soin à la gestion des fonds qui leur sont confiés. Il atteste l'utilisation efficace et efficiente des dons conformément aux objectifs. Il est accordé à des organisations transparentes et dignes de confiance, dotées de structures de contrôles fonctionnelles et qui garantissent une éthique dans la provenance des fonds et la communication. Les organisations titulaires du label de qualité ZEWQ sont régulièrement contrôlées quant au respect des critères.

L'existence de partenariats solides – en particulier avec les ONG suisses – est un facteur important du succès de la DDC. Ces partenariats permettent d'obtenir des résultats à grande échelle, de mieux atteindre les groupes cibles et d'assurer l'adhésion de la population suisse aux principes de la coopération au développement. Ces partenariats resteront un important facteur de succès.

Impressum

Editeur

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Direction du développement et de la coopération DDC
3003 Berne
www.dfae.admin.ch
www.ddc.admin.ch

Conception et production

Geonex

Graphisme

gut&schön et Rahel Arnold

Texte

Martin Moll, Gabriela Neuhaus, Thomas Meyer

Traduction

Equivalences Traductions Sàrl, Jacques Lasserre, Ilaria Dali-Bernasconi

Impression

Neidhart + Schön AG

Contact

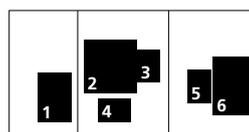
Direction du développement et de la coopération DDC
Section Controlling
Freiburgstrasse 130
3003 Berne
Téléphone +41 31 323 41 92
Fax +41 31 324 16 92

Cette publication a été rédigée en allemand.
Elle est aussi disponible en français et anglais,
et peut être téléchargée à l'adresse
www.ddc.admin.ch/Publications

Sauf indication spécifique de la source,
toutes les données sont tirées de documents de la DDC.

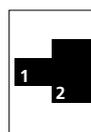
Berne 2011

Source des photos



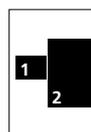
Chemise

- 1 © Dieter Telemans/panos
- 2 © Flurina Rothenberger
- 3 © Sven Torfinn/laif
- 4 © Johann Rousselot/laif
- 5 © Christian Als/Berlingske/laif
- 6 © Boisot/Le Figaro Magazine/laif



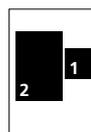
Page 4, Santé

- 1 © Mathias Kempf
- 2 © Flurina Rothenberger



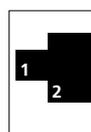
Page 10, Emploi et revenu

- 1 © Mathias Kempf
- 2 © Mathias Kempf



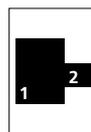
Page 16, Education de base et formation continue

- 1 © Flurina Rothenberger
- 2 © Philippe Alirol/DEZA



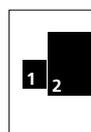
Page 22, Agriculture

- 1 © Luc Chessex/DEZA
- 2 © Mathias Kempf



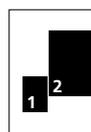
Page 28, Etat de droit et démocratie

- 1 © Carla Duarte
- 2 © Kuno Schläfli



Page 34, Eau

- 1 © Flurina Rothenberger
- 2 © Katja Snozzi



Page 40, Aide humanitaire

- 1 © Bryan Denton/Redux/laif
- 2 © Jeroen Oerlemans/panos

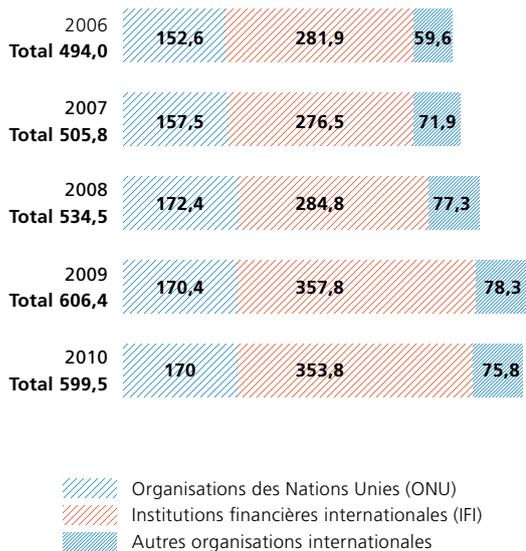


Page 46, Partenariats avec les ONG

- 1 © G.M.B. Akash
- 2 © William Daniels/panos

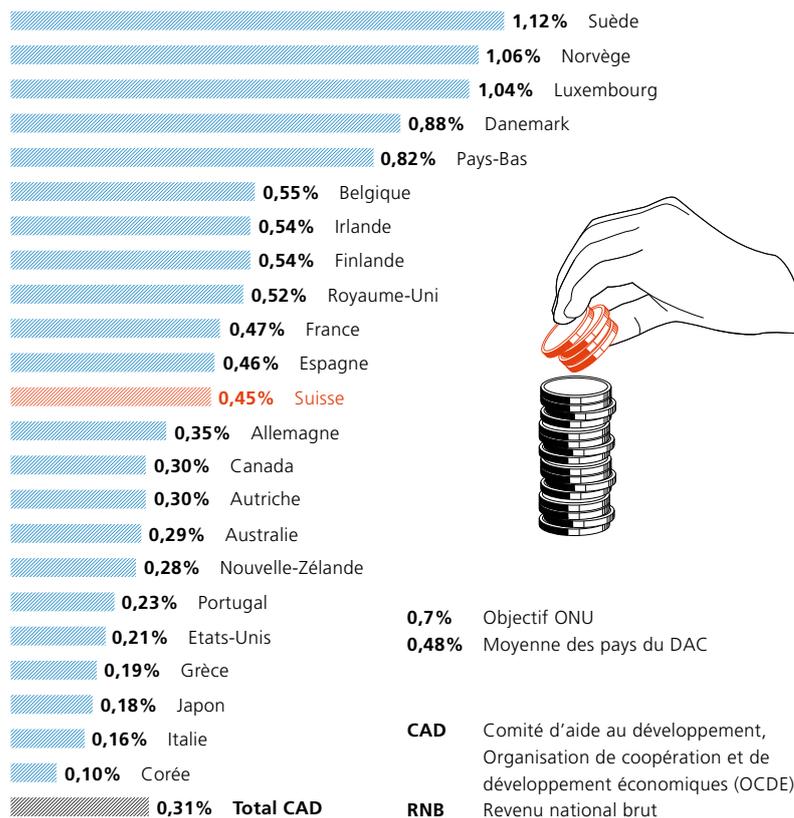
Sauf indication spécifique de la source, toutes les photographies
sont tirées de documents de la DDC.

APD multilatérale de la Suisse 2006–2010 en mio de CHF

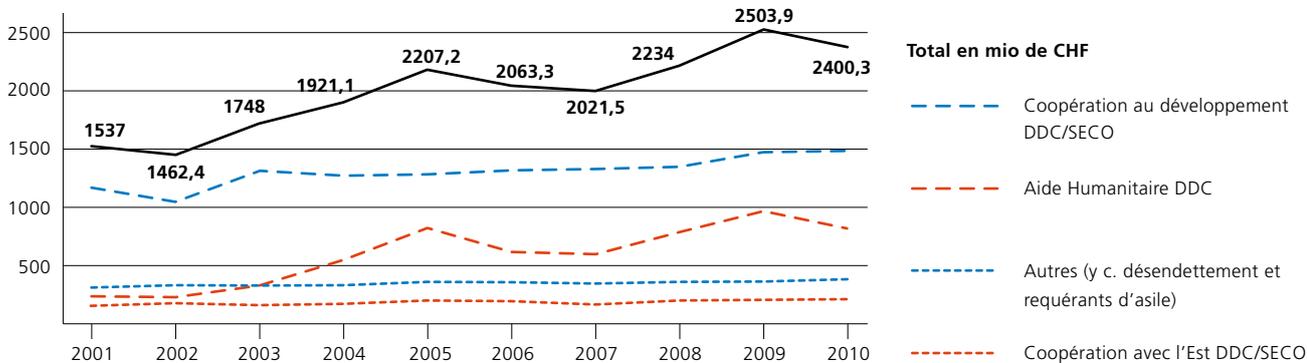


L'aide publique au développement (APD) contient tous les flux financiers qui proviennent du secteur public (confédération, cantons et communes).

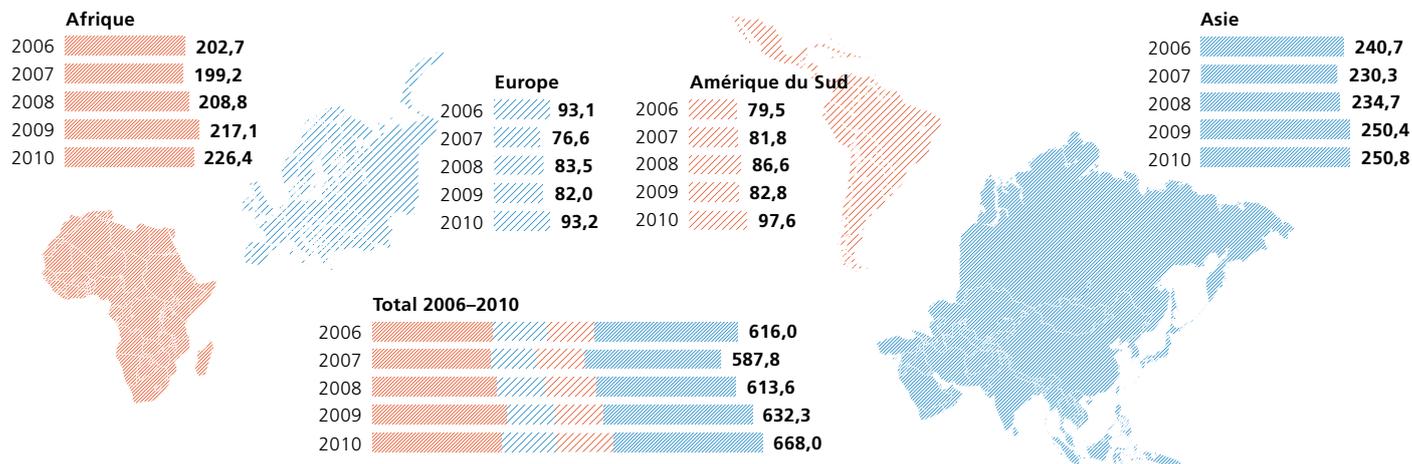
APD nette en 2009 – en pourcentage du RNB



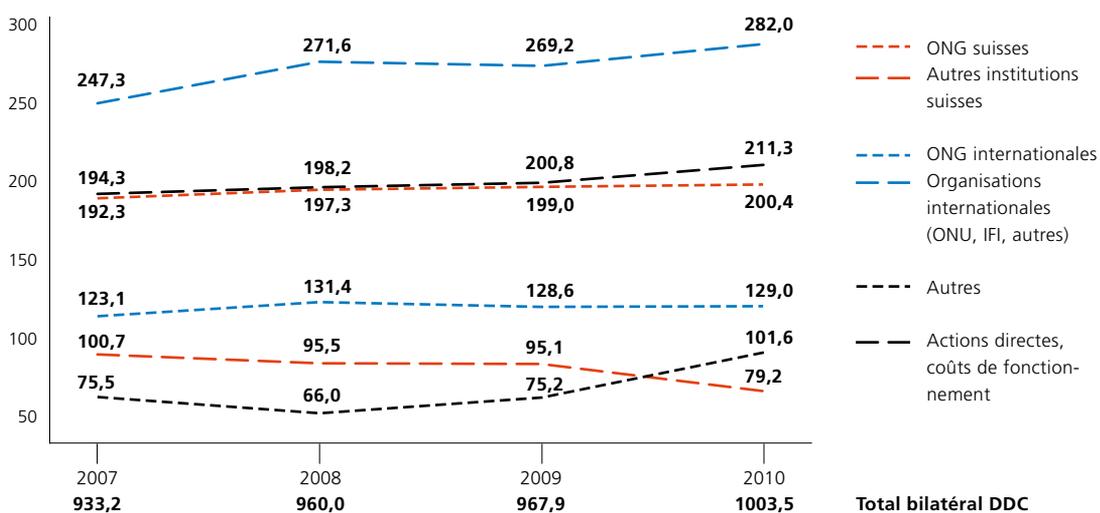
APD de la Suisse par catégories d'aide 2001–2010 en mio de CHF



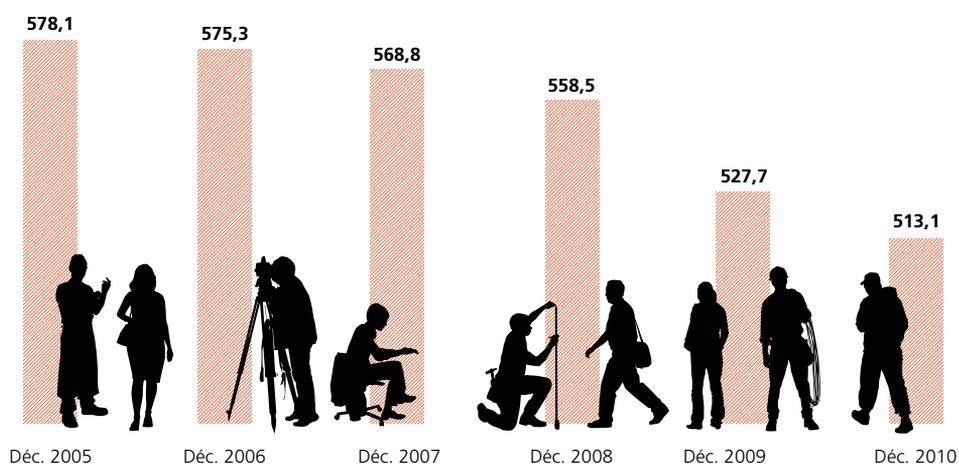
Répartition géographique de l'APD bilatérale 2006–2010 en mio de CHF sans « global / multilatéral »



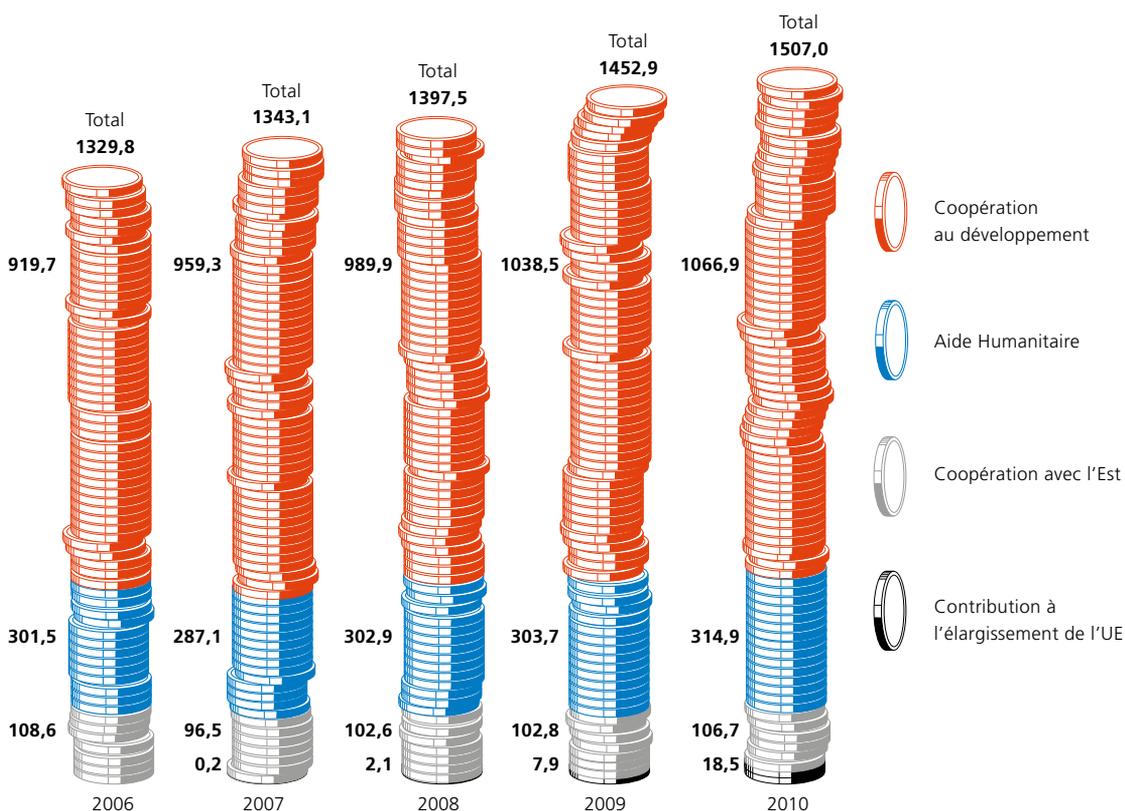
Partenaires de la DDC pour activités bilatérales 2007–2010 en mio de CHF



Personnel DDC 2005–2010 équivalent temps plein



Vue d'ensemble des dépenses de la DDC 2006–2010 en mio de CHF



Ce que la Suisse entreprend hors de ses frontières vient en aide à des millions de personnes, chaque année, chaque jour. Les gens ont accès à de l'eau propre, ils ont suffisamment de nourriture, ils apprennent à lire et écrire, ils peuvent vivre en sécurité, ils reçoivent de l'aide en cas de catastrophe, ils trouvent un emploi rémunéré. Beaucoup a été fait, mais il reste encore énormément à faire.

